

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**UNITÉ
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1731 - 21 septembre 2001 - prix : 9F

**En menant des guerres
contre les peuples,**

**les dirigeants
impérialistes ne
combattent pas
le terrorisme,
ils le nourrissent**

M 6189 - 1731 - 9,00 F - 1,37 €



(p. 3, p. 7 à 10)

SOMMAIRE

Leur société

- 4 - Nicole Notat quitte la CFDT pour la CES
- Les 35 heures et les PME
- 5 - La fête de L'Huma et la politique du PCF
- Les solidarités de Hue
- 11 - Ventes d'armes florissantes
- Stock-options: la machine à millions
- 16 - Le projet de budget du gouvernement
- Ecole Jean Zay - Dreux (Eure-et-Loir): contre la fermeture d'une classe
- CHRU Lille

Tribune

- 6 - Les sales croisades du «bien» contre le «mal»

Les attentats de New York

- 7 - Les préparatifs d'une nouvelle guerre
- 8/9 - La politique des USA: une longue tradition de terrorisme d'Etat
- Quand les USA aidaient les terroristes islamistes
- Qui était Massoud
- Licenciements dans les compagnies aériennes
- 10 - Israël: trêve fragile
- Soudan: les risettes des USA à la dictature islamiste

Dans le monde

- 6 - Pays Basque espagnol: Izquierda Unida entre dans le gouvernement

Dans les entreprises

- 12 - Pas de trêve pour les licenciements
- Fonderies du Poitou: menace sur les emplois
- 13 - Les 35 heures dans les hôpitaux publics
- Infirmières scolaires: manque de moyens
- 14 - Hospices civils de Lyon
- Hold-up de Cergy: les responsabilités patronales
- CIAPEM-Lyon
- Cars CITRAM (Charente)

Livres

- 15 - Réédition: *Spartacus, la liberté ou la mort!* de Marcel Ollivier
- *Les petits garçons naissent aussi dans les étoiles* d'Emmanuel B. Dongala

Film

- 15 - *Platform*, film de Jia Zhang-Ke

Médias

LES TOURS EN BOUCLE

Depuis les attentats de New York et Washington les médias consacrent la quasi totalité de leurs émissions et de leurs publications à cet événement. C'est une véritable mobilisation, comme on n'en avait plus vu depuis la guerre du Golfe. Les vidéos de la chute du World Trade Center sont passées en boucle pendant des jours sur les écrans des télévisions, les rédactions se sont transportées sur place aux Etats-Unis.

Bien entendu l'événement est d'importance, mais il y a là bien plus que le désir d'informer, ou même que l'habituelle concurrence entre les chaînes, car les spectateurs et lecteurs sont aujourd'hui plutôt saturés.

Il y a la volonté de préparer l'opinion à la solidarité avec les autorités américaines et avec ce qu'elles pourront entreprendre. Cela rejoint le langage des officiels («*Nous sommes tous Américains*») et les minutes de silence en hommage aux victimes. Et ce qui fait problème, évidemment, n'est pas la solidarité avec les victimes, c'est la solidarité avec les dirigeants américains que l'on cherche à imposer du même coup.

D'autant plus que, dans toutes ces heures d'émission, bien rares sont les tentatives d'expliquer de façon approfondie les données du problème. On ne parle le plus souvent que du



La cohabitation de toutes les religions avec Chirac et Jospin. Voilà sans doute la participation de la France aux «forces du Bien».

combat contre les «terroristes», pratiquement sans aborder les raisons pour lesquelles la politique des Etats-Unis soulève tant de haine dans le monde, et ce qui peut faire naître dans le

monde arabe et musulman tant de vocations de kamikazes.

Les massacres du Rwanda ont fait au bas mot cent fois plus de victimes que les récents attentats, puisqu'il y a eu cinq

cents à huit cent mille tués, on ne sait pas exactement. Les massacrés du Rwanda, tués dans des conditions atroces, n'ont pas eu droit à la moindre seconde de silence. Ce n'était que des Africains misérables, les autorités françaises étaient alors davantage solidaires des bourreaux que des victimes et portaient même une responsabilité dans les massacres.

Oh bien sûr, les médias de France ne sont pas aux ordres du gouvernement américain, mais ils suivent la classe politique française, qui, elle, emboîte le pas aux dirigeants des Etats-Unis. Chirac, Jospin accompagnés d'une foule de ministres et d'officiels ont assisté à la messe en mémoire des victimes. C'est la cohabitation sacrée.

De temps en temps un commentateur ou un ministre suggère que les Américains feraient bien de réfléchir avant d'agir et de ne pas bombarder n'importe où n'importe comment, en rappelant que la France a des intérêts dans certains pays arabes. Mais ces quelques notes émises sont là pour se donner bonne conscience, n'ont aucune efficacité et disparaissent dans la fanfare générale.

Il n'y a pas que l'armée américaine qui est mobilisée, il y a aussi les médias de bon nombre de pays, dont la France.

A.V.

On ne juge pas un général, même assassin

Aussaresses, ce général qui s'est vanté d'avoir torturé et assassiné durant la guerre d'Algérie, ne sera pas poursuivi pour crimes contre l'humanité.

Le juge, qui en a décidé ainsi, a déclaré que les actes d'Aussaresses ne peuvent être qualifiés que de crimes de guerre ou de droit commun. Or ceux-ci sont prescrits, car

trop anciens ou amnistiés.

Une amnistie dont de Gaulle, puis Mitterrand, ont fait profiter les assassins galonnés qui appliquaient, en Algérie, la politique des gouvernements d'alors.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 12 600 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 La Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:
PRÉNOM:
ADRESSE:

CODE POSTAL et VILLE:

COMPLÈMENT D'ADRESSE:

Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de:

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de:

Règlement:

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins
d'entreprise du 17 septembre 2001

En menant des guerres contre les peuples,

LES DIRIGEANTS IMPÉRIALISTES

NE COMBATTENT PAS LE TERRORISME, ILS LE NOURRISSENT

■ « Une riposte dévastatrice et prolongée », voilà ce que promet le président américain George Bush. Quelles actions prépare cette envolée guerrière ?

Bombarder l'Afghanistan qui abriterait le chef terroriste Ben Laden ? Mais les principales victimes ne seraient pas les taliban qui imposent à la population de ce pays une dictature obscurantiste, mais leurs victimes, les masses pauvres de Kaboul qui n'ont ni les moyens ni l'argent pour fuir les bombardements, ou les femmes soumises à une oppression barbare.

Bombarder l'Irak ? Mais l'aviation américaine l'a déjà fait et continue encore. Cela n'a même pas abouti à la chute de la dictature de Saddam Hussein. Mais, en revanche, les bombes puis le boycott imposé au pays ont fait 1,5 million de victimes dans la population, dont 500 000 enfants.

Laisser les mains entièrement libres au gouvernement d'extrême droite au pouvoir en Israël pour réprimer la population palestinienne ? Mais c'est déjà le cas. Plus le régime israélien humilie et spolie le peuple palestinien, plus il envoie les chars et les hélicoptères contre des jeunes armés de pierres, plus il suscite de désespoir et de haine, plus il les pousse vers le terrorisme.

Le terrorisme d'Etat n'excuse pas le terrorisme d'un Ben Laden. Mais il le nourrit.

Oui, on ne peut entretenir des

guerres aux quatre coins du monde sans qu'elles vous rattrapent un jour. Les femmes et les hommes qui sont restés sous les ruines du World Trade Center sont les victimes d'une action terroriste que rien ne justifie, mais aussi de la politique de leurs propres dirigeants.

George Bush demande aujourd'hui à son peuple un chèque en blanc pour venger les victimes. Il n'est pas de l'intérêt des travailleurs d'Amérique de participer à cette union sacrée, pas plus qu'il n'est de l'intérêt des travailleurs de France et d'Europe de soutenir leurs propres dirigeants et la coalition des puissances impérialistes.

Le président américain prétend vouloir éradiquer le terrorisme. Mais, des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki aux bombardements de Bagdad et de Belgrade, en passant par le napalm sur le Vietnam, l'armée américaine a pratiqué le terrorisme contre des peuples à une toute autre échelle que ceux qui ont conçu l'infamie des avions-suicide sur New York.

Pour contrer l'URSS ou simplement les courants nationalistes arabes, les Etats-Unis ont soutenu et financé pendant des décennies les organisations intégristes réactionnaires dans les pays arabes.

Pour contrer l'Inde, à une époque où elle prenait ses distances, ils ont soutenu le régime islamiste du Pakistan et l'ont aidé à se doter de l'arme atomique.

Ils ont encouragé, armé et financé les taliban afghans et Ben Laden lui-même lorsque cela arrangeait leurs intérêts, sans parler des groupes terroristes d'extrême droite en Amérique latine.

Eh bien, on ne manipule pas impunément ces forces réactionnaires !

Bush prétend représenter la modernité contre l'obscurantisme. Mais les Etats-Unis s'appuient sur les régimes les plus obscurantistes de par le monde, à commencer par le régime saoudien et les émirs du Moyen-Orient.

Bush se pose en défenseur de la démocratie. Mais combien de coups d'Etat fomentés, de l'Indonésie au Chili ? Il se pose en défenseur des droits humains. Mais il défend en réalité le droit des grands groupes financiers à dominer le monde.

Alors, être solidaire des victimes de New York et du peuple américain, oui. Mais pas solidaire du gouvernement ou de l'état-major américains, pas plus que de nos propres dirigeants, leurs alliés et complices. C'est leur politique qui mène à la catastrophe. Car, au-delà de ses aléas et de ses contradictions, cette politique vise à maintenir un système social qui accumule la richesse d'un côté et la misère de l'autre et qui pousse des peuples au désespoir. Cette fois encore, quels que soient les actes de guerre qu'ils préparent, ce sont les peuples qui en payeront le prix.

Arlette LAGUILLER

NICOLE NOTAT

De la CFDT à la Confédération européenne des syndicats

UNE DIRIGEANTE SYNDICALE COMME LES AIME LE PATRONAT

Nicole Notat a fait savoir qu'elle allait quitter son poste de secrétaire générale de la CFDT dans quelques mois, avant le prochain congrès confédéral de son syndicat. La presse a annoncé qu'elle briguerait le poste de numéro un de la Confédération européenne des syndicats, organisme dont l'activité essentielle est la collaboration institutionnalisée avec le patronat et les représentants des gouvernements, en particulier dans les institutions communautaires. On peut être certain qu'elle y sera tout à fait à son aise, elle qui s'est signalée depuis 1992 essentiellement par ses prises de positions antiouvrières, voire comme la porte-parole-bis du patronat.

Certes, la CFDT n'a jamais prétendu être un syndicat révolutionnaire ni même de lutte de classe. Elle est une reconversion laïque de la vieille CFTC qui avait été mise sur pied en 1919 pour combattre l'influence de la CGT et défendre l'idée de la collaboration avec les patrons. Mais justement, Nicole Notat a parachevé le recentrage de sa confédération qui, par démagogie, s'était donné une image gauchisante, à l'occasion de Mai 68. Pour cela elle a non seulement accéléré l'épuration des quelques restes gauchistes qui pouvaient y demeurer, mais elle s'est débarrassée de toute opposition interne au sein des appareils CFDT, en gommant au passage toute attache privilégiée

publique avec la gauche officielle.

Nicole Notat a donc été l'organisatrice d'un vrai recentrage, au sens politique du terme. Pour bien marquer qu'elle voulait placer son syndicat comme interlocuteur privilégié du patronat et de tous les gouvernements de gauche comme de droite, elle s'est manifestée avec éclat et indécence aux côtés de Chirac et Juppé dans l'offensive qu'ils avaient déclenchée en novembre-décembre 1995 contre la Sécurité sociale et contre la retraite des travailleurs de la fonction publique. Elle n'a pas craint, pendant que des centaines de milliers de salariés manifestaient dans les rues du pays, d'être la plus ardente avocate du plan Juppé.

Pendant cette même période, la CFDT avec Nicole Notat a tout fait pour être l'obligée du patronat, en signant tous les accords antiouvriers proposés. L'ambition non cachée était d'avoir, sur une plus grande échelle, le rôle que FO a pu jouer pendant tout un temps, pensant que, dans cette période d'offensive du patronat, elle pouvait, en acceptant la concertation avec celui-ci, devenir la principale organisation syndicale, en tout cas l'interlocuteur privilégié du patronat et des gouvernements.

Notat s'est tellement marquée avec les gouvernements de droite que, lorsque Jospin et Aubry sont revenus au gouvernement en 1997, ils ont pris quelque distance vis-à-vis d'elle, pour la forme mais aussi pour l'électorat populaire de gauche. Non que sa politique ait été fondamentalement différente sur le fond de celle des autres confédérations syndicales, mais Notat a tenu à donner un caractère quasi-provocateur et ostentatoire à sa coalition avec le patronat. En fait, sur le fond, le fossé n'est pas très grand entre Notat et Thibault, puisque ce dernier a proposé et propose à ses militants le rapprochement, ô combien symbolique, avec Notat et la CFDT, c'est-à-dire en fait propose de reprendre à son compte sa politique dite «réaliste».

Le dernier épisode en date a été celui de la défense jusqu'au-boutiste des aspects les plus réactionnaires du PARE proposé par le patronat pour l'indemnisation des chômeurs. Même la CFTC et la CGC ont au moins protesté pour la forme et refu-



AFP

sé de signer dans un premier temps, alors que Nicole Notat interpellait à grands cris le gouvernement Jospin qui tardait, selon elle, à entériner les attaques du patronat, alors qu'il se contentait d'y mettre les formes vis-à-vis des travailleurs.

L'action de Nicole Notat à la tête de la CFDT a donc eu des effets néfastes pour la classe ouvrière de ce pays. Ce n'est pas tant pour l'action revendicatrice qu'elle s'est refusée à mener quand elle ne l'a pas combattue ouvertement; pas plus Blondel que Thibault, de leur côté, n'ont fait beaucoup plus sur le terrain de la défense intransigeante des intérêts des travailleurs. Eux aussi visent à une collaboration avec patronat et gouvernements. Mais Notat s'est faite la porte-parole officielle de la soumission du monde du travail aux intérêts du patronat. En ce sens elle a contribué à désorienter et démoraliser les travailleurs, ne serait-

ce qu'à travers les militants sincères que possède encore son syndicat dans les entreprises. Elle a contribué à accélérer le recentrage de la CGT elle-même, avec la disparition progressive de cette culture de lutte de classe dont les militants CGT sont porteurs, même si depuis bien longtemps les dirigeants ne sont plus sur ce terrain-là.

Mais au bout du compte tout ce travail réactionnaire sera vain. Les Nicole Notat et autres peuvent passer, ils sont vite remplacés et oubliés tant ils se ressemblent. Au fond, c'est le patronat lui-même qui remet sans cesse la lutte de classe à l'ordre du jour, et de façon intraitable. Et la classe ouvrière devra, et saura bien, reconstruire ses organisations politiques et syndicales dignes de ce nom, malgré tous les retournements, passés, présents et à venir de tous les chefs confédéraux.

Paul SOREL

Les 35 heures et les PME

ENCORE UN CADEAU DU GOUVERNEMENT POUR LES PETITS PATRONS!

Le gouvernement Jospin s'apprête à prendre de nouvelles mesures dites «d'assouplissement» pour appliquer les 35 heures dans les petites entreprises de vingt salariés. Qui dit «assouplissement» dit en fait dérogation à la loi Aubry, pour ne pas dire carrément remise en cause de cette loi. Le gouvernement s'assoit donc sur sa propre loi à peine celle-ci mise en œuvre. Et pourtant, elle n'allait vraiment pas contre les intérêts patronaux.

Ce n'est donc plus de réduction de temps de travail mais bel et bien d'heures supplémentaires en pagaille qu'il faudrait parler. Car après avoir introduit la flexibilité dans les ateliers et les bureaux et autorisé les petites entreprises à faire effectuer par leurs salariés jusqu'à 130 heures supplémentaires par an,

voilà que Jospin se propose d'augmenter le contingent des heures supplémentaires jusqu'à 180 heures par an. Ce serait seulement pour un an, rétorque le gouvernement, et après cela devrait redescendre à 160 heures par an, pour revenir à 130 heures en 2004. Mais il n'y aurait aucun droit de regard de l'ins-

pection du travail ni repos compensateur ni récupération.

Les petits patrons se frottent les mains, eux qui pensaient peut-être ne pas devoir attendre tant de sollicitude de la part du gouvernement. Grâce aux heures supplémentaires, ils pourront, sans être en contradiction avec la loi Aubry, faire faire aux travailleurs des semaines de 39 heures. Ils pourront désormais légalement cumuler les allègements sur les bas salaires, l'aide aux 35 heures et les aides liées au recrutement de 6% de personnel supplémentaire dans l'entreprise. Rappelons que cette dernière aide «incitative» s'élève à 7 000 francs par an et par salarié la première année,

6 000 francs la deuxième année, 5 000 francs entre la troisième et la cinquième année. Mieux encore, tout patron qui rencontrera des difficultés «avérées» bénéficiera tout de même de l'allègement des charges sociales. Sans oublier que tous les petits patrons, même ceux qui sont déjà engagés dans la signature d'un accord sur les 35 heures, pourront bénéficier de ces nouvelles mesures.

Avec celles-ci, Jospin fait de nouveau un geste politique en direction du patronat, petit mais aussi grand. Car ce dernier ne peut interdire cette reculade, d'ailleurs bien prévisible, que comme un encouragement à être de plus en plus exigeant. Jospin et Fabius montrent

ainsi qu'ils ne croient même pas à leur propre loi, qui était cependant loin d'être défavorable aux intérêts patronaux. Car en prenant en compte les difficultés des petits patrons pour appliquer les 35 heures, qui peuvent parfois dans certains cas être réelles, il feint d'oublier que, la plupart du temps, il y a derrière des exploitateurs qui surexploitent leurs salariés. Tout le monde connaît les dures conditions de travail des ouvriers et des ouvrières dans les petites entreprises, les bas salaires dans la restauration et l'alimentation. Mais le gouvernement Jospin s'en soucie bien moins que des revendications patronales.

René CYRILLE

La fête de L'Humanité

UNE FÊTE RÉUSSIE MAIS UNE POLITIQUE QUI L'EST MOINS

La fête de L'Humanité a été, cette année encore, fidèle à sa réputation. Celle d'un important rassemblement populaire. Plus réussi que les années passées? Les dirigeants du PCF le disent. Le fait est qu'il y avait du monde.

Dans son discours, Patrick Le Hyaric, directeur de L'Humanité, qui avait été choisi pour prononcer la traditionnelle intervention politique du dimanche, a longuement condamné les attentats de New York et de Washington, demandant à l'assistance «un instant de recueillement», ce qui a provoqué quelques manifestations de désapprobation, sans doute en réaction aux propos de Robert Hue, deux jours auparavant (voir ci-contre). Mais, et c'est choquant, à aucun moment, il n'a osé mettre en cause la politique de l'impérialisme ni de l'impérialisme américain ni, encore moins, celle des autres impérialismes, à commencer par l'impérialisme français. Il s'est bien gardé de prononcer le mot. Seule réserve affichée, une mise en garde contre les appels «à l'union sacrée derrière les aventures guerrières que déciderait le président Bush.» Comme s'il n'y avait pas déjà eu de telles «aventures guerrières», dans un passé récent, qui ont impliqué les grandes puissances impérialistes, dont les gouvernements français, dirigés à chaque fois par des socialistes: par Rocard lors de la guerre du Golfe en 1991, et plus proche de nous, par Jospin, lors de l'intervention au

Kosovo. La moindre des choses eut été d'évoquer ces précédents, de façon à se prononcer par avance, nettement, contre une réédition, prévisible, d'une telle coalition des grandes puissances. Se borner à réclamer, comme l'a fait Robert Hue, que la France – la France de Jospin-Chirac! – demande «que soit saisi le Conseil de sécurité de l'ONU... car toute réaction ne peut intervenir que dans le respect et la lettre de la charte des Nations-Unies», c'est s'abriter derrière de faux-semblants qui ne peuvent rien changer aux choix de Bush ni à ceux de Blair, Schröder ou Jospin.

Même tonalité, bien tempérée, lorsque Le Hyaric a abordé les problèmes de politique intérieure. Il s'est contenté de répéter ce que la direction du PCF réaffirme depuis des mois, l'habituel argumentaire d'équilibrisme, qui consiste à déclarer que le bilan du gouvernement Jospin, aiguillonné, cela va sans dire, par les ministres communistes serait positif, en comparaison de ce qu'a fait ou fera la droite si elle revenait aux affaires. Comme si cela suffisait pour donner quitus à ce gouvernement. D'ailleurs les dirigeants du PCF ne l'ignorent pas, puisqu'ils s'empressent d'ajouter, et Le Hyaric l'a une nou-

velle fois répété, que si le gouvernement n'infléchit pas le cap à gauche d'ici les élections prochaines, il les perdra, et la gauche plurielle avec. Cette contradiction est en même temps un aveu. Encore faudrait-il donner la recette, et expliquer comment ce que ce gouvernement n'a pas fait depuis 1997, – il serait plus juste de compter depuis vingt ans, depuis 1981, c'est-à-dire depuis l'élection de Mitterrand, période qui a connu neuf gouvernements dirigés par des socialistes dont deux avec la participation de ministres du PCF – oui, par quel miracle ce qui n'a pas été fait durant cette longue période pourrait se réaliser dans les six mois qui viennent?

Les dirigeants du PCF n'ont rien à proposer de neuf, sinon de continuer à s'accrocher à la remorque de Jospin et du PS. Avec le piètre résultat qu'on a pu constater.

Ces dirigeants se réjouissent des résultats de leur fête, mais les militants et les sympathisants réunis ce jour-là avaient moins de raisons, eux, de se réjouir du bilan de la politique de leur direction, et des perspectives qu'elle continue à leur proposer.

Jean-Pierre VIAL

Les curieuses solidarités de Robert Hue

Lors de la réunion du comité national du PCF, le jeudi 13 septembre, deux jours donc après les attentats de New York et de Washington, Robert Hue a affiché, devant la presse, sa solidarité avec «tout le peuple américain, à l'ensemble des citoyens et des citoyennes de ce grand pays et aux dirigeants qu'ils se sont donnés.» Outre le ridicule qu'il y a à considérer que les citoyens américains (lesquels?) se sont vraiment donné comme dirigeants Bush et son équipe, surtout lorsque l'on se souvient des laborieux comptages et recomptages des bulletins de vote auxquels l'élection a donné lieu, il y a de quoi être choqué par cette solidarité affichée avec le chef d'un Etat responsable de nombre de boucheries aux quatre coins de la planète.

Depuis, Robert Hue et les dirigeants du PCF ont mis un bémol à leurs propos. Ils se contentent désormais d'insister sur la nécessité d'une riposte réfléchie, de mettre l'accent sur la prudence indispensable pour éviter de se laisser entraîner par ce

même Bush dans une aventure. Attitude qui s'aligne sur les préoccupations proclamées de Jospin, déclarant qu'il n'y aurait pas «d'engagement de la France (aux côtés des Américains) sans que le Parlement soit pleinement consulté». La belle affaire! Pas de quoi être rassuré sur l'attitude d'un gouvernement qui se garde bien de refuser clairement d'emboîter le pas aux Américains.

Curieusement, l'affirmation de la solidarité du secrétaire national du PCF avec le président des USA ne figure pas dans les extraits de son intervention publiés par L'Humanité du 19 septembre. Cela ne signifie pas qu'il revient sur ses propos, mais qu'il juge inopportun d'y faire référence. Sauf que, interrogé à ce sujet dans le journal de midi de FR3, il a expliqué que le PCF se devait d'être un parti responsable, puisqu'il était un parti de gouvernement. C'est donc la raison d'Etat qui guide les pas de Hue, comme elle guide ceux de Jospin... et ceux de Bush.

J.-P.V.

BOUYGUES EN SALIVE PAR AVANCE

Trois sites ont été retenus pour le futur troisième aéroport de la région parisienne. Pourquoi? Roissy et Orly ne sont pas saturés. Mais peut-être veut-on soulager leurs riverains excédés par le bruit?

Si c'était cela, on aurait déjà pu commencer par limiter le plus possible le trafic de nuit à Roissy et Orly, par interdire de construire à proximité et proposer de reloger ceux qui subissent ces nuisances, comme cela se fait dans certains pays.

Mais les choix du gouvernement dépendent d'autres priorités.

Un nouvel aéroport international, c'est un chantier géant avec des profits en proportion pour les sociétés de travaux publics et les banques dans leur sillage.

Et cela pèse bien plus lourd dans les choix des autorités que les protestations des populations qui refusent qu'on leur impose un aéroport près de chez elles.



MINE D'OR

Le week-end des 15 et 16 septembre, à Moyeuve-Grande (en Moselle), des habitants sont retournés vivre dans leurs maisons menacées d'effondrement par des galeries de mine, car ils attendent depuis des mois d'être relogés.

Cela fait plus d'un siècle que les compagnies minières privées se sont enrichies sur le dos des mineurs en laissant derrière elles une région sacagée, où le sol truffé de galeries s'affaisse sous les maisons.

Ce ne serait que justice qu'on fasse payer les héritiers des fortunes amassées ainsi. Ils en ont les moyens car la plupart figurent parmi les capitalistes les plus riches du pays. Mais ni la justice ni les autorités n'en parlent...

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

LES SALES CROISADES DU « BIEN » CONTRE LE « MAL »

Nous allons engager « une lutte monumentale du Bien contre le Mal » a promis George Bush, se posant en nouvel ayatollah bien chrétien du monde occidental, tout en appelant à la « croisade » contre le terrorisme islamiste. Ben Laden lui-même ne renierait pas la formule. A fou de dieu, fou de dieu et demi ?

Des exaltés criminels se sont fait sauter sur New York et le Pentagone, en faisant d'un coup près de 6000 victimes civiles. Mais la solution serait-elle de faire des dizaines, des centaines de milliers de victimes civiles en Afghanistan ou ailleurs, sans même sans doute se débarrasser de l'organisateur présumé de l'attentat, Ben Laden ?

A entendre les réactions de New-yorkais retransmises par la radio, ce n'est franchement pas ce que souhaite une bonne partie du peuple américain lui-même, qui en la circonstance fait preuve de plus d'intelligence et de lucidité que son président. Car ce type de vengeance, le peuple américain, ainsi que les peuples européens, ont déjà donné, à en être dégoûtés, comme lors de la guerre du Golfe où les bombardements ont fait en quelques semaines 200 000 victimes civiles en Irak, alors que Saddam Hussein est toujours là. Comme lors des bombardements en Serbie, où les grandes puissances ont eu vite fait d'assimiler le peuple serbe à son dictateur.

Le *Bien contre le Mal*, dit Bush. Vraiment « contre » ? En la circonstance, il y a de quoi se poser des questions. Ce milliardaire Saoudien, Oussama Ben Laden, désigné comme responsable des attentats de la semaine dernière, a été recruté en 1979 par la CIA, à Istanbul, pour organiser et financer les différents réseaux islamistes envoyés faire la guerre en Afghanistan contre l'armée russe. Ben Laden a été un agent direct de la CIA américaine pendant plus de dix ans. Ensuite, installé au Soudan, puis en Afghanistan, il est resté en liaison étroite avec les services secrets saoudiens, qui eux-mêmes ont des liens plus qu'intimes avec les services américains. Qui manipule qui dans ces réseaux du crime d'Etat, du crime institutionnalisé à l'échelle mondiale ? Allez savoir. Les principaux Etats qui protègent Ben Laden sont pratiquement tous des protectorats américains : la très réactionnaire Arabie Saoudite tout d'abord, qui sert de première base

militaire... et pétrolière américaine au Moyen Orient, et le Pakistan, qui est l'un des Etats islamistes sur lequel la puissance américaine s'appuie pour garantir son ordre dans la région.

Ben Laden lui-même, dont la famille s'est construit un empire financier dans le béton, est à l'Arabie Saoudite ce qu'un Bouygues est à la France. Il fait partie de la grande bourgeoisie saoudienne, en fait de cette bourgeoisie internationale parfaitement intégrée à la grande bourgeoisie occidentale qui a toutes ses entrées dans les centres financiers de Londres, New York ou Paris.

Tout cela, bien sûr, en dit long sur ceux qui inspirent ces réseaux terroristes, une extrême droite obscurantiste sur laquelle mise toute une partie de la grande bourgeoisie (bien occidentalisée) des pays pétroliers, mais aussi sur lesquels ont misé, à un moment ou un autre, bien des gouvernements occidentaux. Les Ben Laden et leurs pareils, sont en réalité les pires adversaires des peuples pauvres et opprimés au nom desquels ils prétendent parler. L'enrôlement de la jeunesse désespérée des pays pauvres derrière l'extrême droite religieuse et obscurantiste est moins dangereuse pour l'ordre capitaliste mondial, que le risque de véritable explosion sociale.

Evidemment, cela a tout de même un prix pour les pays riches. Il y a parfois un effet boomerang, comme on l'a vu la semaine dernière, où le peuple américain a payé pour la politique et les coups tordus de ses gouvernants, mais aussi, au bout du compte, pour la terreur à grande échelle que l'Etat américain a pratiqué aux quatre coins de la planète depuis plus d'un demi-siècle. Et pas seulement l'Etat américain. A commencer par la France, qui a sa part de responsabilité dans la terreur mondialisée. N'oublions pas les massacres du Rwanda, où le gouvernement français a armé les assassins, et ceux du Congo-Brazzaville, où ELF a financé les bandes armées.

Surtout, ne marchons pas dans les croisades contre les pays pauvres dans lesquelles nos dirigeants voudraient nous enrôler !

Editorial des bulletins d'entreprise « L'Étincelle » de la minorité du 17 septembre 2001

Convergences Révolutionnaires numéro 16 (juillet-août 2001)
Un dossier « Révolte en Kabylie, révolte en Algérie » : des articles sur « pourquoi pas une candidature LO-LCR ? sur la manifestation du 9 juin et la préparation d'une suite, sur la « loi de modernisation sociale », sur le positionnement du PCF, sur les mafias des entreprises de nettoyage...
Pour se procurer ce numéro, 10 F. écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction.
Abonnement : un an 60 F, de soutien 100 F.

Dans le monde

Espagne

IZQUIERDA UNIDA ENTRE DANS LE GOUVERNEMENT BASQUE

Jeudi 15 septembre, Izquierda Unida (la Gauche Unie) du Pays basque - la coalition dirigée par le Parti Communiste Espagnol -, officialisait son entrée dans le gouvernement des partis nationalistes modérés basques, du Parti Nationaliste Basque allié à Eusko Alkartasuna.

Izquierda Unida sera en charge du ministère du Logement et des Affaires sociales dont la responsabilité incombera au coordinateur général d'Izquierda Unida au Pays basque, Javier Madrazo.

Pour les dirigeants de la coalition nationaliste modérée, Izquierda Unida (avec ses 5% de voix aux dernières élections et ses 3 sièges de députés au parlement régional) offre l'intérêt de renforcer encore leur position face au Parti Populaire d'Aznar ainsi que face au PSOE et aux nationalistes radicaux de Batasuna (lié à l'ETA). Et pour les dirigeants de Izquierda Unida cette alliance avec des nationalistes modérés conservateurs n'est pas surprenante.

En 1998 Izquierda Unida avait conclu une alliance avec le Parti Nationaliste Basque (PNV) qui collaborait avec les nationalistes radicaux de Batasuna. Puis lorsque cette collaboration fut rompue après la reprise de la politique terroriste par l'ETA, Izquierda Unida avait offert son appui parlementaire aux nationalistes modérés dont la position s'était affaiblie. D'autres zigzags allaient suivre. Alors qu'au niveau de l'ensemble de l'Etat espagnol, Izquierda Unida avait conclu un accord électoral avec le PSOE en mars 2000, au Pays basque ses dirigeants se sont bientôt tournés, vers les nationalistes modérés du PNV, rivaux du PSOE.

Quant aux intérêts de la classe ouvrière, au Pays basque comme dans le reste de l'Espagne, les dirigeants d'Izquierda Unida s'en moquent. En acceptant de participer au gouvernement basque, ils cautionnent la politique réactionnaire et antiouvrière du PNV. Javier Madrazo, le

dirigeants d'Izquierda Unida qui va être à la tête du ministère du Logement et des Affaires sociales, a déclaré qu'il s'efforcera de donner à la politique du gouvernement une orientation « sociale ». Mais il mènera évidemment la politique pro-patronale du PNV. Tout comme l'ensemble des dirigeants de IU donneront de fait leur aval à la coalition policière entre le gouvernement basque et le gouvernement central de Madrid.

Les dirigeants d'Izquierda Unida ont remis leurs déclarations passées dénonçant la politique néolibérale et droitière du PNV ; tout comme ils avaient tu, en mars 2000, au moment de leur pacte avec le PSOE, leurs antérieures dénonciations à l'égard de ce parti socialiste qu'ils qualifiaient de parti de la corruption et responsable de la sale guerre contre l'ETA.

Les dirigeants d'Izquierda Unida n'en sont pas à un retournement près. Ils montrent une fois de plus que leur principal souci est de s'intégrer dans les institutions, d'y trouver une place et un rôle, et non d'offrir une politique aux travailleurs aussi bien au Pays basque que dans le reste de l'Espagne. Et si cet accord de gouvernement entre Izquierda Unida et le PNV a suscité des critiques au sein du PCE et se traduit par une tension entre le secrétaire général du PCE Francisco Frutos et le coordinateur national d'Izquierda Unida, Llamazares, ce nouvel épisode des luttes de clans au sein du PCE traduit la crainte de ces divers dirigeants que cet accord au Pays basque n'entraîne un nouveau recul électoral de la coalition Izquierda Unida.

B.S.

LUTTE DE CLASSE N° 59 (été 2001)

Au sommaire :

- France : Les travailleurs face aux licenciements collectifs
- Italie : Berlusconi, un retour bien préparé par les gouvernements de centre-gauche
- Grande-Bretagne : Main basse sur les retraites des travailleurs
- Etats-Unis : La déréglementation du marché de l'électricité en Californie, ou le retour de la bougie à l'heure de la « high tech »
- Tribune de la minorité : Contre les licenciements : La manifestation du 9 juin et ses suites

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres

Les préparatifs
d'une nouvelle
coalition impérialiste

NON À UNE NOUVELLE GUERRE CONTRE LES PEUPLES!

Les Etats-Unis assument depuis des années la place de premier gendarme du monde et s'ils ont été frappés par des avions-suicide, c'est bien parce qu'on ne peut pas porter indéfiniment la guerre aux quatre coins de la planète sans en subir un jour les conséquences. Malheureusement, ce sont des exploités, des travailleurs, les pompiers qui se trouvaient à ce moment dans les «tours jumelles» de Manhattan qui ont payé, et les organisateurs des attentats n'ont fait qu'ajouter, à l'horreur des attaques impérialistes, l'horreur de leur propre action.

UNE MISE EN CONDITION DE L'OPINION

Mais maintenant, après les attentats du 11 septembre, Bush prépare l'opinion publique américaine et mondiale à mener la «guerre au terrorisme» en représailles contre les responsables réels ou supposés.

Il annonce «une bataille monumentale du bien contre le mal», en utilisant le même langage que les taliban, ces intégristes afghans. Tel un prêcheur, il prédit: «Nous remporterons la victoire. Nous rallierons le monde derrière nous.» Pas les travailleurs conscients en tout cas.

La vocation de gendarme du monde a entraîné les Etats-Unis dans une alternance d'actions dites antiterroristes et d'interventions militaires directes. Certains, comme les bombardements contre Tripoli, la capitale libyenne en 1986, étaient ouvertement du terrorisme d'Etat. Les plus récentes

ont été généralement présentées comme des actions humanitaires, comme l'intervention en Somalie en 1992 baptisée «Restore hope» («Restaurer l'espoir»). En fait de restauration de l'espoir, cette politique a plongé les peuples les plus pauvres dans un désespoir encore plus grand.

Les commentateurs se plaignent que le gendarme du monde n'ait pas ramené la paix, constatant au contraire la multiplication des conflits dans le monde entier. Mais, outre les immenses inégalités qui peuvent exister entre une poignée de grandes puissances et la quasi-totalité des Etats, ce sont justement les multiples interventions des puissances impérialistes qui ont largement contribué non pas à apaiser mais, au contraire, à envenimer bien des conflits locaux.

Bien des adversaires des Etats-Unis d'aujourd'hui étaient il y a peu encore ses alliés et ce sont souvent ces alliances qui ont contribué à les transformer en une menace contre leurs alliés d'hier.

DES ALLIÉS À L'IMAGE DES INTÉRÊTS QU'ILS DÉFENDENT

Pendant la période de la «guerre froide» antérieure à la chute du mur de Berlin en 1989, les Etats-Unis n'ont jamais été regardants sur le choix de leurs alliés. Tout était bon du moment qu'il s'agissait de contrecarrer l'Union soviétique. Les gouvernants américains ont même appuyé de préférence tout ce que le monde pouvait compter de courants politiques réactionnaires, supposés pouvoir être des alliés naturels contre l'URSS.

En Europe, les choix de l'impérialisme américain n'ont pas été pour rien, après la Deuxième Guerre mondiale, dans la survie pendant trente ans des dictatures de Franco et Salazar dans la péninsule ibérique. En Grèce, en Turquie, en Amérique latine, dans la plupart des pays d'Asie, ils ont soutenu les dictatures militaires



Bombardement terroriste: un missile américain vient de tuer onze personnes et d'en blesser 59, à Bassora en Irak, le 25 janvier 1999.

les plus rétrogrades. Au Proche-Orient, en Egypte, en Arabie Saoudite, ils ont en général soutenu les intégristes musulmans les plus réactionnaires, contribuant ainsi à transformer en forces capables de prendre le pouvoir des sectes religieuses parfois minuscules. Ainsi, le groupe du mollah Omar qui dirige aujourd'hui l'Afghanistan ne comptait au départ qu'une trentaine de personnes, et les taliban avec qui il s'est allié, deux mille personnes, avant que les Etats-Unis ne les aident à grandir en les soutenant matériellement et humainement par Pakistan interposé.

Tout cela obéit à une logique. Parce qu'ils défendent des intérêts impérialistes, les dirigeants américains ont recherché dans tous les pays l'appui des groupes et des couches sociales les plus réactionnaires. Mais, ce faisant, ils ont contribué à envenimer les situations et à aiguïser des conflits. Et après leurs interventions, les leurs et celles des autres impérialistes, ils ont laissé le plus souvent derrière eux des situations insolubles. C'est le cas au Proche-Orient, en Irak, dans divers pays d'Afrique, en Inde et au Pakistan, en Afghanistan, dans les Balkans... Et les hommes qui se tournent contre eux, les Ben Laden mais aussi les Noriega, les Saddam Hussein ou même les Milosevic, sont souvent ceux qu'ils ont à un moment armés et renforcés.

NON À UNE NOUVELLE INTERVENTION IMPÉRIALISTE!

Quelle sera la forme de la riposte américaine?

Bush lui-même ne le sait peut-être pas encore, mais les 19 pays de l'OTAN se sont d'ores et déjà déclarés «prêts» à agir aux côtés des Etats-Unis en vertu de l'article 5 de l'OTAN, qui énonce un principe de solidarité entre les Etats membres de l'Alliance atlantique, un article auquel on n'avait pas fait appel depuis 52 ans qu'existe l'OTAN, mais qui a été révisé en 1999, à la demande des Etats-Unis, et qui place désormais sur le même plan actes terroristes, sabotages, crime organisé, interruption de l'approvisionnement de sources vitales et attaques militaires classiques.

Bien sûr, les dirigeants des Etats européens notamment, qui doivent tenir compte d'une opinion publique qui n'est pas entièrement dupe sur les responsabilités des dirigeants américains dans ce qui les frappe aujourd'hui, et qui cherchent aussi à ménager leurs intérêts dans certains pays du Tiers Monde, ont nuancé en paroles leur engagement. Mais on ne peut douter que les grands Etats européens, qui se sont engagés dans la guerre du Golfe ou contre la Serbie sans états d'âme, répondront «présent» aux dirigeants

des Etats-Unis quand ceux-ci sonneront le rassemblement, et qu'ils fourniront une partie des troupes nécessaires, par exemple pour une attaque contre l'Afghanistan.

Bien sûr, pour mener cette attaque, ou une autre, les dirigeants impérialistes s'appuieront sur le sentiment d'une partie de leur population qu'il faut bien répondre à une agression et empêcher de nuire les «terroristes». Mais fondamentalement, cette attaque militaire qui se prépare, pas plus que les précédentes, n'aura aucun des buts humanitaires dont les dirigeants américains la parent déjà. Il s'agira encore une fois d'une expédition militaire pour permettre aux grandes puissances de rappeler qu'elles sont les maîtresses du monde, pour maintenir envers et contre tout un système économique injuste, odieux, qui accumule la richesse d'un côté, la misère la plus profonde de l'autre, plonge des peuples dans le désespoir, crée et entretient des situations de famine, de guerres civiles, de massacres et d'oppression. Une guerre non pas contre un Ben Laden mais contre les peuples.

Indépendamment même de la raison immédiate – les attentats de New York et Washington – la nouvelle intervention militaire qui se prépare sera une intervention impérialiste, que les travailleurs conscients, qu'ils soient aux Etats-Unis, en Europe ou ailleurs, ne peuvent que combattre.

Jacques FONTENOY

DES CHAROIGNARDS

La rumeur court, selon la presse, que, juste avant l'attaque contre les tours du World Trade Center de New York, de grosses quantités d'actions des compagnies d'assurances américaines auraient été vendues en Bourse. De là à y voir la main de Ben Laden, forcément bien informé et connu pour avoir gagné des milliards dans la finance... Cela pourrait faire le scénario

d'un film «noir».

En tout cas, ce qui est certain, c'est que dans l'heure qui a suivi l'attentat, à Wall Street, la spéculation sur les monnaies faisait rage, une fois n'est pas coutume, au détriment du dollar et en faveur de l'euro. Dans le même temps, les actions des compagnies pétrolières et celles des sociétés liées à l'armement s'arrachaient. Et là, nul besoin d'y voir la main

de quelque manipulateur secret: ce sont des grosses sociétés d'investissement américaines, européennes et japonaises qui ont procédé à ces opérations. Les tours du World Trade Center ne s'étaient pas encore effondrées, avec des milliers de victimes innocentes sous elles, et les secours n'étaient pas encore arrivés que les requins de la finance, eux, étaient déjà à... l'action.

La politique des États-Unis

UNE LONGUE TRADITION DE TERRORISME D'ÉTAT

La politique terroriste, les États, et en particulier les États-Unis, y ont eu largement recours, que ce soit au cours de la Seconde Guerre mondiale, dans les guerres qu'ils ont menées en Asie ou lors de leurs interventions dans leurs chasses gardées d'Amérique latine.

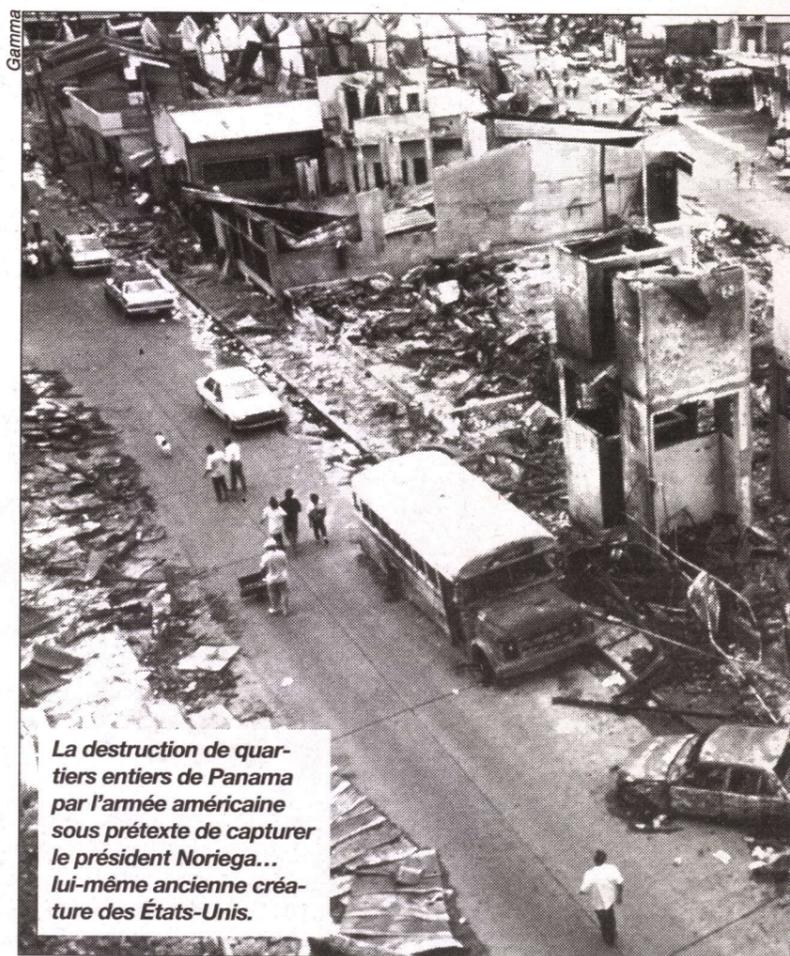
Pendant la guerre mondiale, les dirigeants américains et leurs alliés anglais craignaient que la défaite de l'Allemagne et du Japon ne déclenche des mouvements populaires de masse parmi les populations, comme cela s'était produit à la fin de la Première Guerre mondiale. Leurs opérations proprement militaires, destinées à écraser les armées ennemies, se doublèrent donc de bombardements terroristes, au plein sens du terme, c'est-à-dire avec pour objectif de terro-

riser, de disperser la population urbaine et de briser totalement son moral afin de prévenir toute organisation et toute révolte, y compris contre les nazis ou la dictature japonaise, qui eût risqué de remettre en cause les institutions, l'État, et d'aller au-delà de ce premier objectif.

Dès 1943, les grandes agglomérations du nord-ouest de l'Allemagne furent soumises à des raids aériens massifs. A Hambourg par exemple, fin juillet 1943, en une semaine, bombes explosives et bombes au phosphore tuèrent 50 000 personnes et firent 800 000 sans-abri. En mai 1944, Berlin subissait le même sort. Le plus dramatique fut le bombardement de Dresde, les 13-14 février 1945. Cette ville n'abritait aucun objectif militaire et pour cette raison était un centre de regroupement de réfugiés. Elle fut complètement rasée par trois vagues de 1 500 avions chacune, espacées de quelques

heures, qui tuèrent 135 000 personnes. A chaque fois les troupes alliées étaient loin, c'était la population civile qui était visée, pas les installations militaires ou industrielles.

Dans la guerre du Pacifique, les escadrilles américaines ne parvinrent que fin 1944 à portée des villes japonaises. Mais elles furent alors soumises au même terrorisme conscient. A Tokyo par exemple, le 9 mars 1945 entre minuit et 3 heures du matin, un bombardement fit 200 000 morts. Guère moins que les 250 000 victimes de la bombe atomique à Hiroshima le 6 août 1945, et plus que les 120 000 de Nagasaki trois jours plus tard. L'utilisation de l'arme atomique, lancée par un seul avion, représentait une sorte de perfectionnement dans la terreur, mais n'était que la continuation des raids terroristes conventionnels exécutés depuis plus de deux ans par l'aviation alliée.



La destruction de quartiers entiers de Panama par l'armée américaine sous prétexte de capturer le président Noriega... lui-même ancienne création des États-Unis.

Quelques années plus tard après la fin de la guerre mondiale, l'impérialisme américain s'engageait dans une guerre dite « froide » ayant pour objectif affiché de contenir les visées expansionnistes attribuées à l'Union Soviétique. Cela l'amena à mener deux guerres totales, en Corée puis au Vietnam. Les pertes humaines de la guerre de Corée varient selon les sources, entre 600 000 et 2,5 millions de morts, civils et militaires. L'aviation et l'artillerie américaine supérieurement équipée n'avaient pas pour souci d'épargner les civils.

Les destructions effectuées par les bombes, les obus, les défoliants et le napalm américains lors de la guerre du

Vietnam, aussi bien au Nord qu'au Sud, restent dans la mémoire de ceux qui ont connu cette période, ici en France, mais plus encore aux États-Unis, dont la jeunesse a payé un lourd tribut à cette guerre. Quant aux Vietnamiens, près d'un million et demi sont morts au cours du conflit. Dont l'immense majorité de civils, des femmes, des enfants, des hommes. En tout cas, c'est eux en premier qui ont été frappés par les destructions de forêts et de cultures, eux qui continuent à mourir aujourd'hui encore des suites de leur exposition à l'« agent orange », eux qui continuent à sauter sur les mines dont le pays a été truffé.

QUAND LES USA AIDAIENT LES TERRORISTES ISLAMISTES...

Il n'est pas encore certain qu'Oussama Ben Laden, qui s'était acquis le soutien du gouvernement afghan, et l'aide d'une partie de l'appareil d'État pakistanais, soit responsable de l'attentat commis le 11 septembre contre les « Twin Towers » de New York.

Mais il est en revanche manifeste que les États-Unis se sont servis, pour bien des raisons, du terrorisme islamiste dans cette région du globe, avant de le dénoncer aujourd'hui.

C'est la CIA qui a recruté en 1979 Oussama Ben Laden, rejeton d'une riche famille saoudienne, diplômé en génie civil, et résidant à Istanbul. A l'époque, la CIA cherchait un intermédiaire financier pour le trafic d'armes financé par les États-Unis et l'Arabie Saoudite à destination de l'Afghanistan

afin d'y aider la résistance armée à l'occupation soviétique. Oussama Ben Laden y devint, du point de vue de leurs intérêts, le distributeur de leur manne, et du point de vue du sien, un riche financier vivant du trafic de l'opium, des armes, mais aussi de bien d'autres activités financières plus classiques, et nouant des liens avec bien des milieux politiques et étatiques.

On peut dire du régime des taliban que leurs rapports avec les États-Unis furent similaires : quand les taliban finirent par s'emparer du pouvoir en 1996, les États-Unis virent leur arrivée à la direction du pays d'un bon œil. Ils mettaient fin à plusieurs années de lutte armée entre les différentes factions de la résistance qui avaient obtenu le départ des soviétiques en 1989 mais s'étaient ensuite entretenu

pendant sept ans. Que les taliban aient commencé dès cette époque à faire vivre au pays un quasi-retour au Moyen Âge, appliquant dès le début de leur pouvoir la loi coranique, bastonnant et mutilant en guise de peines légales, mettant les femmes sous le voile et leur imposant la réclusion, faisant des autodafés de pellicules, d'appareils photos et vidéos, de radiocassettes, et bien d'autres dingeries barbares encore, ne les avait à l'époque pas choqués. Un porte-parole du Département d'État américain de l'époque déclarait qu'il ne voyait « rien de critiquable (dans) les mesures prises par le mouvement taliban pour imposer la loi islamique dans les zones qu'il contrôle ». Le journal *Washington Post* écrivait à ce sujet que les taliban étaient « anti modernistes plutôt qu'antioccidentaux ».

Il y avait aussi, derrière tout cela, le projet de la société Unocal Corporation, un consortium américain exploitant l'énergie et le pétrole – la même compagnie qui s'est, il y a peu de temps, illustrée en Birmanie – de faire passer par l'Afghanistan et le Pakistan un gazoduc et un pipe-line, et bien d'autres convoitises encore d'autres multinationales sur les richesses minières d'Asie centrale.

Quant au Pakistan, c'est aussi sans sourciller sur le fait qu'il était le premier, depuis 1973, à offrir dans la région de Peshawar une base arrière aux premiers maquis intégristes afghans, que les États-Unis en firent leur allié. Le Pakistan cherchait une façon d'appuyer sa politique d'expansion dans la région, et dans ce but a particulièrement mis depuis peu sur la mouance Ben Laden ; mais les États-Unis cherchaient

un allié dans la région, et ce ne pouvait être ni l'Iran, ni l'Irak...

Certes, ce ne sont pas les États-Unis qui ont créé le terrorisme islamiste dans cette région du globe. Cela, la misère, les conflits permanents, l'arriération, la corruption des appareils d'État qui ressemblent parfois plutôt à une association de caïds locaux, et plus globalement aussi, l'absence depuis des années de luttes de la classe ouvrière, qui puissent montrer aux opprimés une autre façon d'exprimer leur ressentiment, en sont les facteurs. Mais les États-Unis en ont été les manipulateurs hypocrites, et ce ne sont pas les manipulateurs qui paient aujourd'hui les frais de cette politique, mais ceux qu'ils exploitent aussi, leur propre population.

Nelly MEYER



Même après le tournant vers le dégel américain, les bombardements sur les villes et les digues du Vietnam du Nord, particulièrement violents fin 1971 et fin 1972, ont continué, visant à exercer par la terreur une pression sur les négociations alors en cours pour mettre fin à la guerre.

Les interventions terroristes du gouvernement américain en Amérique latine ont sans doute été moins meurtrières, mais plus nombreuses et aussi cyniques. Du Guatemala de juin 1954 à la Grenade en octobre 1983, ou au Panama en décembre 1989, chaque fois ce sont les populations civiles qui ont été visées. Au Panama par exemple, il s'agissait en principe d'obtenir l'arrestation et l'extradition du général Noriega, ancien protégé des Etats-Unis accusé de trafic de drogue. Mais l'intervention se traduisit par le bombardement de quartiers populaires de Panama City, qui firent peut-être 7 000 morts, avant le débarquement de 28 000 soldats. Noriega, lui, était réfugié à l'ambassade du Vatican !

Et l'on n'oublie pas toutes les répressions et coups d'Etat fomentés ou aidés par les gouvernements américains, en Indonésie, au Chili, au Nicaragua, au Honduras, en Turquie, en Iran ou ailleurs, ni les guerres encouragées par eux, comme la guerre Iran-Irak (un million de morts), ni la guerre du Golfe de 1991.

L'impérialisme américain a donc une longue expérience en matière de terrorisme contre les populations civiles. Si l'on en croit les déclarations de Bush et des autres officiels américains, ce terrorisme-là, mené avec les moyens de l'Etat le plus puissant du monde, n'est pas près de cesser.

Vincent GELAS

QUI ÉTAIT MASSOUD ?

Bien des médias éplorés, et des représentants du monde politique également, comme Nicole Fontaine, la présidente du Parlement européen, mais aussi bien d'autres, ont pleuré au nom des libertés le commandant Massoud, assassiné le 9 septembre par un commando intégriste.

C'est oublier bien vite qui il était : Massoud, fils d'un colonel de l'armée du roi afghan, fit des études au lycée français de Kaboul, et était ingénieur en génie civil. Pionnier des mouvements islamiques de lutte contre l'intervention soviétique en Afghanistan, il fut ministre de la Défense du premier gouvernement mis en place par les moudjahidin, en 1992. C'est à ce titre d'ailleurs que, lors d'un épisode des luttes fratricides à l'intérieur de ce gouvernement, il fit bombarder le quartier chiite de Kaboul, faisant des milliers de morts. C'était un fervent pratiquant qui, dans son fief du Panshir, faisait porter aux femmes la burqa, le voile grillagé, et exigeait d'elles, comme de sa femme, la réclusion. Sans l'intervention d'un comité suédois pour l'Afghanistan, les écoles de filles y auraient été supprimées, comme dans le reste du pays.

Oui, Massoud combattait le régime des taliban. Avec lui a disparu quelqu'un qui pouvait fournir une solution de rechange crédible et reconnue aux taliban, un homme politique de recours pour l'impérialisme ; mais en aucun cas un défenseur de la liberté, ni des opprimés !

Les actionnaires, les compagnies aériennes et les autres

LE « PATRIOTISME » N'EMPÊCHE PAS LES LICENCIEMENTS

La Bourse de New York a rouvert le 17 septembre, après près d'une semaine de clôture due aux attentats. Les jours précédents, craignant un effondrement des cours, les autorités avaient publiquement fait appel au « patriotisme » des détenteurs d'actions, en leur demandant de ne pas les vendre.

La cérémonie de réouverture a, elle, suivi un scénario très patriotique : sauveteurs ouvrant la séance, minute de silence, hymne national invoquant la bénédiction divine sur l'Amérique. L'indice des valeurs cotées, le Dow Jones, n'en a pas moins reculé de 7,3 %. Une baisse modérée évitant un krach, ont dit les commentateurs, mais avec de très fortes chutes (jusqu'à plus de 50 % sur les titres des compagnies aériennes dont la capitalisation boursière a fondu de 11 milliards de dollars en une heure de cotation !) à côté de quelques hausses.

En effet, alors que les valeurs des compagnies pétrolières flambaient, comme celles des sociétés d'armement (et pour les mêmes raisons que lors des crises du Golfe ou des Balkans, lorsqu'en Occident les bruits de bottes s'étaient précisés), d'autres sociétés voyaient le cours de leurs actions s'effondrer. En particulier les compagnies d'assurance (qui ont à verser des dizaines de milliards de dollars pour indemniser les victimes des attentats) et les compagnies aériennes déjà citées.

Si, pour paraphraser Bush, « toute l'Amérique est en deuil », la soif de profit des actionnaires et spéculateurs, elle, n'est pas en berne. Ils ont vendu massivement les actions de sociétés présentées comme traversant une mauvaise passe. Celles-ci, avant la réouverture de Wall Street, avaient d'ailleurs pris les devants. Ainsi, les compagnies aériennes avaient toutes annoncé qu'elles réduiraient leurs activités et leurs effectifs (11 000 suppressions d'emplois annoncées chez US Airways, par exemple). Se présentant en victimes des attentats (du fait des avions détournés et détruits, et de la perte de confiance du public, voire de sa peur de voyager, etc.), elles ont surtout vu une aubaine dans les drames du 11 septembre.

En effet, cela fait des mois

« Dieu bénisse l'Amérique. S'il vous plaît priez pour nous ». Des « traders » lors de la réouverture de la Bourse de New York



que le trafic aérien, en forte accélération ces dernières années, marque le pas et, surtout, que les rentrées des compagnies stagnent voire régressent. Cela tient notamment à une forte réduction du nombre des « gros contributeurs », c'est-à-dire des voyageurs de première classe ou de classe affaires, ceux qui assurent la recette unitaire la plus élevée sur les lignes transatlantiques et surtout américaines (ces dernières représentant plus de la moitié du trafic aérien mondial).

Certains avancent l'explication suivante : en crevant, la bulle de richesse spéculative dans laquelle évoluaient les sociétés dites de « nouvelles technologies », leurs dirigeants et hauts cadres, aurait privé les compagnies d'une partie fort rentable de leur clientèle. Or, comme c'est sur elles que les principales compagnies des pays riches avaient misé leur stratégie commerciale, elles connaissent actuellement certaines difficultés. Des difficultés encore aggravées par la concurrence au couteau qu'elles se livrent pour accaparer la meilleure part du gâteau. C'est d'ailleurs ce qui explique que de grandes compagnies, cette fois hors des Etats-Unis, telles Air France, Alitalia ou British Airways, ont également vu chuter le prix de leurs actions ces jours-ci.

Avec le même ton compas-

sionnel dont les hommes politiques américains se sont fait une règle ces jours derniers, le secrétaire d'Etat américain au Trésor s'est empressé de déclarer : « Nous ne pouvons pas laisser les compagnies aériennes s'écrouler ». Et de leur proposer un programme d'aides de 15 milliards de dollars ! Comme quoi, dans ce pays que les chantres du « marché » et de la « libre entreprise » donnent, ici ou ailleurs, en modèle de non-intervention de l'Etat, c'est encore ce dernier que les capitalistes appellent au secours au moindre problème, sachant qu'ils pourront compter sur lui. Car c'est grâce à lui que les compagnies aériennes qui survivront (Midway venant de déposer son bilan) pourront se refaire une trésorerie, fermer les lignes les moins rentables et se débarrasser de leurs appareils les plus anciens, les plus coûteux car consommant beaucoup de kérosène. Et tout cela, en étant présentés comme à plaindre par les dirigeants du pays !

Les pirates de l'air qui ont détourné leurs appareils ont aussi donné un beau prétexte à l'Etat américain pour arroser de subventions les Delta, Continental, American Airlines et autres.

Pierre LAFFITTE

Israël

DES ATTENTATS DE NEW YORK À UNE TRÊVE FRAGILE

La trêve intervenue subitement le 18 septembre entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne semble une conséquence directe des attentats de New York et de Washington, et de la politique choisie par les dirigeants américains à la suite de ces attentats.

Soucieux de constituer rapidement autour d'eux une coalition regroupant le plus grand nombre possible d'Etats, y compris des Etats arabes, les Etats-Unis auraient demandé aux dirigeants israéliens de faire retomber la tension en Palestine, afin de leur faciliter la tâche vis-à-vis des gouvernements arabes et de leur opinion publique, d'autant plus réticente à une alliance avec les Etats-Unis que ceux-ci laissent depuis des mois et des années les mains libres à Israël pour mener une véritable politique terroriste contre la population palestinienne.

De son côté, saisissant l'occasion pour montrer sa disponibilité à collaborer avec les Etats-Unis, Yasser Arafat s'est déclaré prêt au cessez-le-feu, soulignant même que celui-ci était "une décision palestinienne".

Il aura donc fallu la volonté des dirigeants américains de faire la guerre du côté du Pakistan et de l'Afghanistan pour qu'ils s'emploient - un peu - à ramener un semblant de calme entre Israéliens et Palestiniens. Mais pour combien de temps ? Et puis cette trêve fragile peut-elle signifier un tournant à plus long terme vers un règlement israélo-palestinien ?

Evidemment, rien n'est moins sûr, d'autant plus qu'entre le 11 sep-

tembre (jour des attentats) et le 18, l'armée israélienne a amplement profité de la catastrophe américaine pour mener des opérations plus nombreuses et plus longues en territoire palestinien, comme l'avouait sans ambages un spécialiste militaire à la télévision israélienne. Le terrorisme mené par l'Etat d'Israël contre le peuple palestinien s'accroît pendant que le monde avait les yeux braqués sur les ruines des tours du World Trade Center et du Pentagone. La violence des attaques et leur nombre ont été renforcés sans même avoir besoin du prétexte de répondre à des manifestations palestiniennes.

Ainsi, dès le lendemain des attentats aux Etats-Unis, l'armée

israélienne est entrée à Jénine, ville du nord de la Cisjordanie, en invoquant la nécessité d'éliminer les militants du Hamas et du Jihad dont cette ville serait l'une des principales bases. A Jéricho, ville entièrement sous contrôle de l'Autorité palestinienne et située à l'est de la Cisjordanie, l'armée est intervenue à plusieurs reprises. Samedi 15 septembre, à Gaza, l'armée israélienne a lancé des missiles contre des bâtiments palestiniens et des tanks ont tiré, à proximité du camp de réfugiés de Nuseirat ainsi qu'à Rafah, près de la frontière égyptienne. Dimanche 16 septembre, à Ramallah, ville elle aussi sous autorité palestinienne, l'armée israélienne a fait des incursions répétées sous prétexte de capturer des membres du Hamas.

Enfin, dans la nuit du lundi 17 au mardi 18 encore, quelques heures avant la trêve et le retrait de leurs troupes, les militaires israéliens sont intervenus au nord et au sud de la bande de Gaza, ainsi qu'au nord de Naplouse, en Cisjordanie. Chaque fois, ces interventions ont fait des morts et des blessés parmi la population palestinienne, sans parler des destructions et des ruines,

sans commune mesure avec les victimes militaires israéliennes. Près de Ramallah, en riposte à un soldat israélien blessé par un tir palestinien, des chars israéliens appuyés par des hélicoptères de combat sont intervenus en force. Les militaires israéliens ont bouclé la Cisjordanie et Gaza, interdisant toute circulation, ne laissant plus ni entrer ni sortir personne, coupant de leurs moyens de vivre des milliers de travailleurs palestiniens travaillant en Israël et emprisonnant près de trois millions et demi de Palestiniens.

Ainsi, dans la situation créée par les attentats aux Etats-Unis, Israël a d'abord accentué son propre terrorisme d'Etat contre le peuple palestinien, Sharon déclarant même qu'Arafat était "le Ben Laden d'Israël". C'est dire que du côté du gouvernement israélien et de Sharon, la trêve est un geste circonstanciel, bien plus qu'une inflexion réelle de politique.

La presse a rappelé que la guerre du Golfe, en 1991, avait amené les Etats-Unis, et Israël à leur suite, à faire certaines concessions à l'opinion publique arabe, ce qui avait mené à la conférence de Madrid et aux accords d'Oslo ouvrant la voie

à l'Autonomie palestinienne. Mais précisément, on voit aujourd'hui que ces accords n'avaient été qu'une inflexion temporaire de la politique de l'Etat d'Israël, avant un retour de celui-ci à sa politique de force habituelle envers les Palestiniens, aussi bien sous des gouvernements travaillistes que sous des gouvernements de droite.

C'est dire que la trêve ou même un accord israélo-palestinien qui interviendrait dans ces conditions seraient de toute façon suspendus aux aléas de la politique des dirigeants israéliens et de ceux de l'impérialisme américain, qui se moquent bien du droit des peuples.

Mettre fin véritablement à l'affrontement, jeter les bases d'une coexistence et d'une coopération véritables entre les peuples israélien et palestinien, ne sera possible que si Israël cesse d'être le défenseur privilégié de la domination impérialiste dans la région. Et cela peut dépendre avant tout de la population israélienne elle-même, si elle refuse de continuer à jouer le rôle de soldats de l'impérialisme que lui assignent ses dirigeants.

Lucienne PLAIN

Soudan

LES RISSETTES DES ETATS-UNIS À LA DICTATURE ISLAMISTE

Au moment même où les dirigeants américains désignent du doigt les régimes intégristes islamistes, ils ont, début septembre, renoué discrètement des relations avec l'un d'eux : la dictature qui sévit à Khartoum, au Soudan. Il faut dire qu'on y trouve d'importants gisements de pétrole.

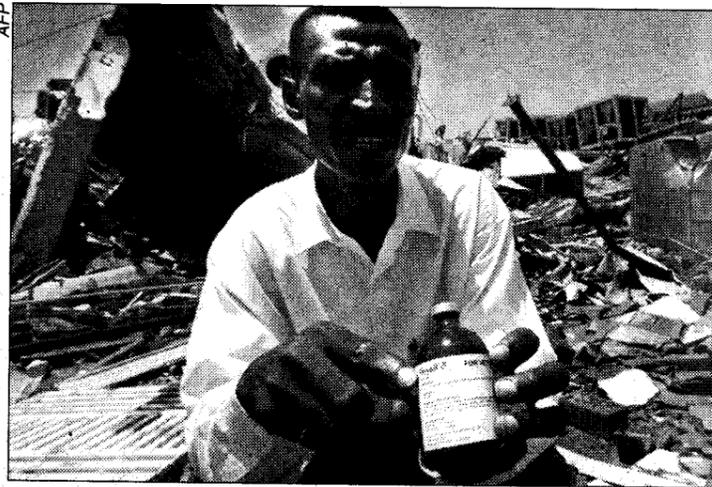
En mai dernier, lors d'une tournée africaine, le secrétaire d'Etat Colin Powell a annoncé une aide « humanitaire » au gouvernement islamiste du Soudan. Et le 6 septembre, les Etats-Unis ont désigné un émissaire spécial, ce dont s'est félicité le gouvernement soudanais. Officiellement, l'ancien sénateur américain chargé de cette mission doit proposer ses bons offices pour mettre fin à la guerre entre le gouvernement musulman et la rébellion chrétienne du Sud qui ensanglante le pays depuis 1983.

Ces dernières années les Etats-Unis boycottaient le gouvernement soudanais et finançaient la rébellion du Sud. En août 1998, à la suite des attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar-es-Salaam, imputés à des terroristes en relation avec les gouverne-

ments soudanais et afghan, Clinton, le prédécesseur démocrate de Bush, avait fait bombarder une fabrique de médicaments des environs de Khartoum, qu'il avait présentée comme une usine d'armes chimiques. Et l'ONU avait pris des sanctions contre le Soudan, restées en vigueur jusqu'à ce jour, aggravant ainsi la famine qui y sévit.

Ce changement de politique des Etats-Unis à l'égard du Soudan est peut-être lié au remplacement de l'équipe de Clinton par celle de Bush. Mais plus sûrement il sent le pétrole à plein nez. Depuis août 1999 en effet, le Soudan est devenu exportateur et d'importantes réserves ont été détectées.

Cette découverte est pour la population soudanaise source de nouvelles souffrances. Plusieurs rapports dénoncent les bombardements dont sont victimes les habitants des zones pétrolières. Selon un document officiel canadien, « la



Avant le rapprochement actuel, à l'époque où un bombardement américain venait d'anéantir une usine de produits pharmaceutiques à Khartoum, censée produire des gaz à usage militaire. Un employé montre un médicament.

région de Pariang a été attaquée en mai 1999 et les villages complètement incendiés (...). On a ainsi dégagé une bande de territoire de 100 kilomètres autour des gisements de pétrole (...). Dans le comté de Ruweng, on ne peut guère nier que l'exode soit causé par l'activité pétrolière. Il est clair comme de l'eau de roche que la politique du gouvernement du Soudan a un caractère de genci-

de axé sur l'élimination de la population du Haut-Nil occidental, de manière à ce que le gouvernement du Soudan puisse exploiter le pétrole sans résistance.

Si le gouvernement soudanais compte bien entendu récolter quelques royalties, l'essentiel des bénéfices ira aux compagnies pétrolières. Certaines compagnies éludent leurs responsabilités dans le massacre de la population en

s'abritant derrière des sociétés écrans. C'est une pratique avérée pour British Petroleum (BP) qui intervient au Soudan par l'intermédiaire d'une société chinoise. Une trentaine de sociétés, parmi lesquelles de simples prête-noms des grandes compagnies, ont négocié avec le gouvernement soudanais, alléchées par d'importantes réserves à un coût de production très bas. Le pactole semble si intéressant que certains dirigeants américains se seraient inquiétés que la politique menée jusque-là par les Etats-Unis à l'encontre du gouvernement soudanais risquait de nuire aux sociétés pétrolières américaines par rapport à leurs concurrentes.

Mais que les relations entre les Etats-Unis et le régime islamiste de Khartoum soient mauvaises ou bonnes, cela risque de ne pas changer grand-chose pour la grande majorité de la population du Soudan victime de l'impérialisme américain comme d'autres peuples d'Afrique le sont de l'impérialisme français. C'est bien l'ordre impérialiste qu'il est nécessaire de renverser.

Jean SANDAY

Ventes d'armes

IL Y A ENCORE DE L'AVENIR POUR LES MARCHANDS DE CANONS

S'il y a un marché qui ne connaît pas du tout la récession et est en pleine expansion aujourd'hui, c'est bien celui des ventes d'armes: 8% de hausse en 2000 pour un montant total de 36,9 milliards de dollars, soit l'équivalent de 40,7 milliards d'euros.

Parmi les principaux fournisseurs: les Etats-Unis et la Russie. Ces deux pays se situent en tête des ventes d'armes dans le monde et leurs carnets de commandes sont pleins. La France arrive en troisième position. Loin derrière, on trouve l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Chine ou encore l'Italie. Les petits et moyens exportateurs comme la Biélorussie et Israël, la Suède et la République Tchèque, le Brésil et l'Indonésie se positionnent tous en queue de peloton. Le continent africain n'est pas en reste, il possède également ses propres fournisseurs d'armes conventionnelles avec l'Afrique du Sud et l'Egypte.

Les trois premiers fabricants d'armes au monde, Etats-Unis, Russie et France, couvrent près de 80% du marché. Les Etats-Unis vendent, à eux seuls, 18,6 milliards de dollars d'armes de guerre, de l'avion de chasse dernier cri à l'hélicoptère de combat, du missile à très haute technologie à la mine antipersonnel. Leur chiffre d'affaires a progressé de 30% entre 1999 et 2000. Celui de la France progresse aussi, qui a été multiplié par quatre pendant la même période. Parmi les principaux clients des marchands d'armes des grandes puissances, il y a bien sûr les monarchies du Proche et Moyen-Orient, pétrolières ou non, de la

Jordanie à l'Arabie Saoudite, qui ne cessent de renouveler leur défense aérienne, tout en s'équipant de blindés légers pour le maintien de l'ordre. On ne sait jamais, des fois que l'ennemi viendrait de l'intérieur! En 2000, les Emirats Arabes Unis ont dépensé 7,4 milliards de dollars en armement (4,8 et 2,3 milliards de dépenses respectivement pour l'Inde et la Corée du Sud). Très bons clients également, les dictatures d'Afrique tels l'Algérie (580 millions de dollars), l'Angola (253 millions) et la République démocratique du Congo (108 millions); trois pays ravagés par une terrible guerre civile, qui oppriment et massa-

crent leurs populations respectives depuis des années.

Rien n'arrête ces entreprises marchandes de mort pourvu qu'elles fassent du profit. La plupart d'entre elles sont des sociétés honorables. Cotées en Bourse, entreprises d'Etat pour certaines, elles ont pignon sur rue. Equipant en armes ultra-sophistiquées les dictatures les plus riches, elles proposent du matériel de guerre conventionnel aux plus pauvres. Prêtes à tout pour vendre leurs engins de destruction, elles recrutent, parfois, des trafiquants d'armes pour acheminer le matériel sur le théâtre des opérations et contourner l'embargo qui touche certains pays en guerre.

Ces entreprises n'hésitent pas à équiper les belligérants, en armes nouvelles, parfois gratuitement, afin de tester l'efficacité de ces dernières sur les champs de bataille. Cette pratique courante, pendant la guerre Iran-Irak, dans les années 1980, où les marchands d'armes inondèrent les deux camps de matériel de guerre, l'est encore aujourd'hui dans des conflits plus récents notamment en Afrique. Cela revient à prolonger et à entretenir bien des guerres, bien des conflits, parmi les plus meurtriers, pour le seul profit des marchands de canons et de l'impérialisme.

René CYRILLE



Le Moyen-Orient, principal client des fabricants d'armements.

Gamma

Stock-options

UNE MACHINE À FABRIQUER DES MILLIONNAIRES

Selon une enquête de l'Expansion, la France est championne d'Europe en matière de stock-options. Avec 22 milliards de francs, elle domine «le paysage européen», y compris le Royaume-Uni. Ce dernier pays arrive en seconde position avec 21,1 milliards de francs, loin devant les Pays-Bas (7,5 milliards) ou l'Italie (2,2 milliards). Et encore, ces chiffres ne concernent que la plus-value potentielle sur les stock-options distribuées par les cinq premières entreprises de chaque pays!

Rappelons que le système des stock-options vient des Etats-Unis et s'est rapidement propagé en Europe. Il permet aux grandes entreprises de distribuer à leurs dirigeants et cadres des revenus supplémentaires. Son fonctionnement est simple: une société offre une partie de ses actions à ses dirigeants en récompense de leurs bons et loyaux services. En France, nombre de grands groupes industriels, de la pharmacie à l'énergie, pratiquent ce système; d'ailleurs sept grandes entreprises françaises se situent

parmi les dix premiers groupes européens les plus généreux pour leurs cadres.

L'affaire devient vraiment juteuse pour ces derniers, lorsque, au bout de quelques années, ils choisissent de revendre leurs stock-options quand le cours a grimpé et est largement supérieur à celui en vigueur au moment de leur attribution. Ainsi les heureux détenteurs de ces actions peuvent-ils empocher des millions de francs chacun et s'enrichir sans avoir rien fait qu'attendre que l'opportunité se présente!

Aventis consacre 4,1% de son capital aux stock-options et fait bénéficier de 6,14 milliards de francs de plus-value potentielle une toute petite partie de son personnel d'encadrement. Même ordre de grandeur chez TotalFinaElf où seulement 2,2% du personnel peut se partager 5,49 milliards de francs de plus-value potentielle.

A en croire les partisans de ce système, les stock-options récompenseraient «l'effort» et «la compétence» des dirigeants afin de les intéresser aux résultats de leur propre entreprise. Ce n'est même pas le cas même si on prend les critères qui ont cours dans ces milieux. Les dirigeants les mieux lotis sont bien loin d'être les plus «performants». Les dirigeants d'Aventis, de Vivendi, d'Axa qui empochent les plus grosses plus-values sont à la traîne derrière, question performance. Soixante-huit mille, tel est le nombre de dirigeants et de cadres qui se partagent, aujourd'hui le gâteau des stock-

options; et ce chiffre a doublé entre 1999 et 2000.

La récente chute de la Bourse a fait fondre en grande partie cette plus-value potentielle, qui de toute façon ne se réalise qu'au moment de la revente des stock-options. Mais la machine à fabriquer des cadres dirigeants millionnaires continue tout de même à fonctionner et a de beaux jours devant elle. Ainsi le groupe Alcatel est passé; en l'espace d'un an, toujours selon l'Expansion, «du statut de champion français des stock-options (15 millions de francs de plus-values potentielles) au vingt-et-unième rang, avec à peine plus d'un demi-milliard d'espérance de gains à offrir à ses cadres». Le groupe Nokia, qui licencie à tour de bras, aujourd'hui, en prétextant les difficultés du secteur de la téléphonie mobile, a vu son magot divisé par six à cause de la chute des cours de la Bourse. Mais il possède encore près de 11 mil-

liards de francs à distribuer à ses cadres! Certes, le même journal ajoute que «la baisse de la Bourse a ramené la plus-value potentielle globale des grandes entreprises françaises de 84 à 48 milliards de francs»; mais la fraction des PDG et des hauts cadres qui dirigent ces sociétés ne sont pas pour autant sur la paille. Car ces pertes virtuelles restent très relatives et elles risquent fort de se transformer en profits bien réels lors d'une prochaine hausse. D'ailleurs, on a vu les gains réalisés par un certain nombre de patrons l'année dernière lorsque les cours de la Bourse étaient au plus haut: Thierry Desmarests, le PDG de TotalEiffina a vendu 5 000 stock-options en 2000; une vente qui lui a rapporté la bagatelle de 3,2 millions de francs; ce qui n'est évidemment rien à côté des 96 millions de francs que se sont partagés les onze dirigeants du groupe Lagardère à la même époque.

R. C.

PAS DE TRÊVE POUR LES LICENCIEMENTS!



Fonderies du Poitou
Ingrandes - Vienne

L'USINE COUPÉE EN DEUX... ET LES EMPLOIS?

Début 1999, Renault céda ses filiales fonderies à Fiat. Depuis cette date, les Fonderies du Poitou sont donc une filiale de Teksid, la division fonderie du constructeur italien. À l'époque, la direction des Fonderies n'avait pas été avare de dithyrambes sur l'avenir radieux qui nous attendait au sein du n°1 mondial de la fonderie automobile. Et puis, le 13 septembre dernier, nous avons appris que l'usine allait être coupée en deux unités distinctes, à la suite de la décision de Teksid de séparer en deux sous-holding complètement autonomes ses activités fonte et aluminium.

Poitou, comportent les deux activités dans la même usine, des sociétés distinctes seront créées, les fonctions centrales communes étant également divisées (les FDP sont la seule usine du groupe à être dans ce cas en France, mais cela concerne également des entreprises au Brésil, au Mexique et en Pologne).

A ceux qui auraient pu penser que la division de l'usine en deux obligerait les patrons à dédoubler un certain nombre de services, et donc à embaucher, la direction s'est empressée d'enlever toute illusion: «Là où manqueraient des compétences-clés qui obligeraient à embaucher», a-t-elle annoncé, «nous ferons en sorte que l'un des business-unit (sic) fournisse des prestations à l'autre»...

En fait, depuis le rachat par Teksid, pas grand-chose n'avait changé, puisque nous continuons pour l'essentiel à produire des culasses et des carters pour Renault. Pas grand-chose sinon que Teksid a évidemment poursuivi dans la voie de Renault en nous imposant une forte augmentation de la productivité, l'usine tournant 24 heures sur 24 et sept jours sur sept, tandis que le nombre des intérimaires dépassait les 600 sur un effectif global de près de 1 800 salariés. Il y a encore aujourd'hui 230 intérimaires pour un effectif total de 1 400. Inutile de dire que ces travailleurs ont été bien souvent, de même que ceux de la sous-traitance, les premières victimes des accidents du travail en constante augmentation.

Il n'y aura donc pas d'emplois en plus... mais la question que nous nous posons tous, c'est de savoir si, à terme plus ou moins rapproché, les emplois existants ne seront pas menacés. Nous ne nous soucions guère «d'appartenir» à des patrons italiens ou français, à Fiat ou à Renault, à un «business-unit» ou à un autre, mais ce que nous savons, en ces temps où les groupes capitalistes vendent et rachètent à qui mieux mieux les entreprises et recherchent les profits faciles, c'est que nous ne pouvons faire aucune confiance aux patrons quant à notre avenir.

Que deviendra demain l'unité fonte (ou l'aluminium) une fois la séparation faite? Quelle menace se cache derrière l'annonce que les deux branches pourront dans le futur «avoir des évolutions différentes»? Quelle confiance accorder à l'affirmation de la direction locale quand elle dit que «les contrats de travail en cours, ainsi que les différents accords d'entreprise subsisteront» après la séparation? Et le jour où une des deux usines cesserait purement et simplement de «subsister», qu'advient-il de ces promesses? Et puis de toute façon, les patrons nous ont d'entrée de jeu prévenus qu'ils entendent bien, à l'occasion de la restructuration, «tirer profit de toutes les opportunités de réduction des coûts». Et ça, on sait ce que ça signifie.

La CGT a pris l'initiative de proposer des débrayages d'une heure dans chaque équipe avec assemblée jeudi 20 septembre. Ce sera l'occasion de se préparer à parer les mauvais coups qui menacent.

Correspondant LO

Les salariés d'Alcatel viennent de manifester à nouveau à Lannion pour protester contre les licenciements prévus. Pour eux rien ne change, pas de rémission dans les attaques patronales. Visiblement, les appels répétés à longueur de journée, sur les radios et télévisions à l'union nationale et à la paix civile ne concernent pas les patrons. Eux peuvent continuer à se montrer rapaces et sans pitié pour leurs salariés et leurs familles. Eux qui ne visent qu'au maintien et à l'augmentation à tout prix de leurs profits ne sont pas dénoncés devant tout le monde, ni traités «d'égoïstes» et d'«irresponsables». Et le gouvernement continue de s'en laver les mains, cette fois sans même se sentir obligé de faire semblant de se préoccuper des licenciements.

Lors de l'annonce récente du dépôt de bilan de Moulinex, qui fait peser la menace du chômage sur plus de dix mille salariés, Jospin, avec son gouvernement, avait tenu à dire qu'il était préoccupé et qu'il ne resterait pas sans réagir. Mais pour faire quoi? Jusqu'à ce jour personne n'en sait rien, à part la mise en alerte des préfets, qui sont déjà alertés de bien d'autres

choses et ce qui ne les empêchera pas de dormir en paix.

En fait, aujourd'hui, Jospin ne veut visiblement même pas faire semblant de lever le petit doigt pour répondre aux attentes de dizaines de milliers de travailleurs menacés de perdre leur emploi et leur salaire. Les grandes multinationales, en plus d'Alcatel et de Moulinex, comme Alstom, Aventis, Lu-Danone, continuent à tailler dans leurs effectifs et à jeter des charrettes de salariés à la rue. Sans parler de multiples autres entreprises qui suppriment des emplois par centaines, comme Flextronic, entre autres. De même que le prétendu intérêt du gouvernement pour le sort des salariés d'AOM-Air Liberté semble ne pas devoir les empêcher d'aller pointer à l'ANPE.

Le quotidien économique *Les Échos* relève que le gouvernement «reste optimiste» sur l'évolution de l'emploi au dernier semestre 2001, et que du coup il ne fera rien. Pardon! Elisabeth Guigou va réunir le 25 septembre les préfets de région et les directeurs départementaux du travail pour leur demander d'activer la décision, vieille déjà de plusieurs semaines, de mettre en chantier 50 000 Contrats

emploi-solidarité supplémentaires. Il s'agit en réalité de revenir en partie sur les suppressions massives de CES, décidées auparavant par le gouvernement au nom du «retour vers le plein emploi» qu'il annonçait. Il ne s'agit pas de résoudre en quoi que ce soit le sort des dizaines de milliers de travailleurs menacés de perdre leur emploi, il s'agit de prendre une mesure marginale, qui touche les chômeurs sans emploi depuis plus de deux ans, en leur fournissant pour six mois un ersatz de travail payé l'équivalent d'un demi-smic. Le but de l'opération ne vise en fait qu'à limiter la courbe des chômeurs officiels. Ce sont les statistiques qui intéressent Guigou et rien d'autre.

Alors, les dizaines de milliers de victimes de cette offensive patronale, sans même parler de celles à venir - la compagnie aérienne belge Sabena annonce qu'elle est en faillite virtuelle - devront bien trouver le moyen de se faire entendre et de lutter pour interdire les licenciements à un patronat avide et à un gouvernement complice plus que jamais.

P. S.

Les « 35 h » dans les hôpitaux publics C'EST L'EMBAUCHE IMMÉDIATE ET MASSIVE QU'IL NOUS FAUT!

La date du jeudi 20 septembre a été fixée pour une journée de grève et de manifestations, à l'appel de la plupart des syndicats d'hospitaliers. Il y a en effet de quoi descendre dans la rue quand on voit comment s'annoncent les prétendues «35 heures» dans les hôpitaux.

La dernière mouture du texte de Guigou et Kouchner, proposée à la signature des syndicats, ressemble aux précédentes pour l'essentiel. Le nombre de créations d'emplois est porté à 45 000 au lieu de 40 000 mais toujours étalées sur trois ans. Or, pour compenser arithmétiquement la réduction du temps de travail de 39 à 35 heures, c'est le double qu'il faudrait, et dès le 1^{er} janvier

2002, date officielle à laquelle «la référence de temps de travail hebdomadaire sera fixée à 35 heures». Le retard de formation que le ministère a lui-même provoqué ces dernières années, notamment en ce qui concerne les infirmières, n'explique pas l'insuffisance des embauches. Des travailleurs, même non qualifiés, le ministère peut en trouver tout de suite, les embaucher d'abord,

les former ensuite. Que dans chaque établissement, on voie arriver 11% de camarades de travail en plus devrait être un préalable au passage aux 35 heures.

Or, c'est tout le contraire que le gouvernement a prévu. Chaque établissement devra d'abord réorganiser le travail, les horaires, service par service, avant de quémander quelques emplois auprès de son ARH (Agence régionale de l'hospitalisation), en apportant les preuves qu'il a rentabilisé au mieux le personnel existant. Pour cette «réorganisation», le gouvernement compte beaucoup sur les négociations

décentralisées, établissement par établissement, avec les syndicats locaux.

En guise de «cadre juridique national», le texte de Guigou instaure l'annualisation du temps de travail sur la base de 1 600 heures par an, comme la loi Aubry dans le privé, même si des aménagements vont un peu diminuer ce chiffre dans la réalité. Les quelques garde-fous mis en place par le texte donnent une idée de ce à quoi risque de ressembler notre planning annuel : semaines allant jusqu'à 48 heures, moyenne hebdomadaire allant jusqu'à 44 heures sur un cycle de travail pouvant couvrir jusqu'à 12 semaines, selon le service, la fonction occupée, au choix de la direction. La flexibilité, déjà poussée assez loin dans bien des hôpitaux, en passant outre les roulements réguliers sur quinze jours qui étaient traditionnels, est présentée comme une avancée progressive à généraliser.

Et la réduction du temps de travail, dans tout ça ? Eh bien, une grande partie des heures dues à ce titre s'accumuleront sur un compte épargne-temps où elles resteront bloquées au moins jusqu'au 1^{er} janvier 2004. Quelques jours de congé

annuel non - pris pourront tomber dans les mêmes oubliettes ! Pourtant, la réduction du temps de travail devrait nous donner tout simplement une journée de repos supplémentaire par quinzaine, c'est ce que souhaitent la plupart des hospitaliers.

Quant aux collègues de nuit qui ont officiellement les 35 heures depuis 1994, ils ne bénéficieront pas de la même réduction du temps de travail puisqu'ils passeront à 32h30 à partir du 1^{er} janvier 2004.

A ce jour, la CGT et SUD s'opposent à ce texte. FO et la CFTC se sont joints à eux pour appeler à la grève le 20 septembre. Quant à la CFDT, le secrétaire général de la fédération santé - sociaux, Chèreque, s'est dit globalement satisfait. Le ministère a fixé au 27 septembre la date à laquelle les fédérations syndicales doivent se prononcer. Il espère bien sûr mouiller quelques syndicats, au moins de cadres, dans son opération. Ensuite, il compte bien mouiller encore plus les syndicats au niveau local, sous prétexte de préserver des «acquis locaux», même ceux dont les dirigeants fédéraux n'auront pas signé l'accord national.

Les travailleurs hospitaliers, eux, ont pourtant vraiment intérêt à ne pas se laisser diviser, à défendre leurs intérêts collectifs, contre la flexibilité, pour une embauche massive et immédiate. Le 20 septembre peut avoir ce sens.

Correspondant LO



Manifestation d'infirmières à Marseille le 6 juin 2000.

Les assemblées dans les hôpitaux parisiens

Dans les hôpitaux parisiens, des assemblées générales ont été organisées par les syndicats en vue du 20 septembre. Elles ont permis de rassembler dans chaque hôpital entre 50 et 150 personnes, venues surtout pour s'informer. Les questions portaient sur le texte de Guigou : « Pourquoi le gouvernement veut-il modifier notre statut ? », « Combien de signatures de syndicats lui faut-il ? ». C'est aussi l'interrogation sur le temps de travail qui dominait : « Qu'est-ce que le ministère appelle cycles de travail ? », « Est-ce que l'annualisation, le

calcul en heures et non plus en jours va nous faire perdre quelque chose en cas d'arrêt de travail pour maladie ou enfant malade ? ».

L'inquiétude semble grandir. Mardi 18 septembre, à l'hôpital Beaujon par exemple, l'AG a rassemblé 130 personnes, soit le double de celle de la semaine précédente. Il a même été discuté de continuer après la manifestation parisienne du 20, en faisant grève jusqu'au 27 septembre, échéance pour la signature des syndicats.

Correspondant LO

INFIRMIÈRES SCOLAIRES : UN MANQUE DE MOYENS SCANDALEUX

Les 6 000 infirmières en milieu scolaire sont appelées le 2 octobre à la grève et à la manifestation. En effet, elles se trouvent écartées d'un protocole d'accord signé en mars ; ce qui aurait pour effet de creuser l'écart entre leur salaire et celui de leurs collègues des hôpitaux. Au-delà de ce problème bien réel, c'est le pouvoir d'achat des salariés de l'ensemble de la fonction publique qui diminue depuis des années du fait du quasi-blocage perpétué par les gouvernements successifs.

Quant au manque de personnel, les infirmières scolaires n'échappent pas à la pénurie générale. Le ministère de l'Éducation nationale reconnaît qu'au dernier concours d'infirmières scolaires « tous les postes ne sont pas pourvus ». Ce n'est pas étonnant vu les

conditions qui règnent aujourd'hui dans nombre d'établissements scolaires dits difficiles car situés dans des zones où le chômage et la dégradation des conditions de vie sont importants.

Dans ce contexte, le rôle des infirmières scolaires auprès des élèves, tant sur le plan des soins quotidiens que de la prévention et de l'écoute, est particulièrement nécessaire. Or elles se retrouvent bien souvent affectées sur plusieurs établissements, ne pouvant suivre les problèmes de biens des jeunes, et n'assurent qu'une permanence bien insuffisante.

Le nombre des adultes qui encadrent les élèves et participent à leur éducation au sens large - infirmières, psychologues, enseignants, agents d'entretien et de cantine - est en dessous des

besoins par suite des choix budgétaires. Le gouvernement, qui n'est pas avare de discours sur la lutte contre la violence à l'école, refuse de fournir les moyens qui pourraient aider aussi bien les jeunes que le personnel. C'est dire que le problème n'est pas propre à une catégorie de personnel travaillant en milieu scolaire, mais à tous. C'est d'ailleurs contre cette même politique, qui consiste à calculer les emplois au plus juste au nom de critères de rentabilité, que les personnels hospitaliers, dont les infirmières, se sont battus les uns après les autres.

Et c'est justement parce que cette situation se rencontre dans tous les services publics utiles à la population qu'elle nécessiterait une riposte d'ensemble et pas des réponses catégorielles.

Annie ROLIN

Hôpital de l'Antiquaille (Hospices Civils de Lyon)

QUAND UN HÔPITAL PERFORMANT VA FERMER

Dans le palmarès 2001 des hôpitaux réalisé récemment par le journal *Le Point*, l'hôpital de l'Antiquaille – un des hôpitaux des Hospices Civils de Lyon (HCL) – arrive en seconde position au niveau national pour son activité endocrinienne, reconnaissant par là la qualité des soins qui y sont prodigués. Pourtant, cet hôpital est appelé à disparaître dans le cadre du plan de restructuration des hôpitaux lyonnais envisagé depuis plusieurs années.

Alors, qu'on ne vienne pas nous dire que c'est parce que la sécurité des malades n'est pas suffisante que l'on ferme des hôpitaux. Ni même que le taux d'occupation des lits est trop faible, puisque la direction générale des HCL

retarde systématiquement sa fermeture, faute semble-t-il de lits de dégagement pour les malades.

Malgré cela, la direction maintient son projet de fermeture car le personnel paramédical titulaire est petit à petit muté et remplacé par des agents contractuels. Que deviendront ces travailleurs précaires lors de la fermeture de l'établissement? Jetés à la rue, on s'en doute. Car la direction se moque bien de leur avenir, comme elle se fiche des malades qui auront plus de difficultés pour trouver une hospitalisation rapide.

Son souci essentiel, c'est d'appliquer les consignes du gouvernement, c'est-à-dire diminuer les dépenses de santé.

CIAPEM - Brandt (Lyon 7^e)

CHÔMAGE PARTIEL, APRÈS LE DÉPÔT DE BILAN

La CIAPEM, qui est une filiale à 100% de Moulinex-Brandt, fabrique des lave-linge de marques Brandt, Vedette et Thomson. Elle emploie actuellement 1 100 personnes, dont 150 intérimaires.

L'annonce du dépôt de bilan a provoqué la consternation, d'autant plus qu'il y a toujours eu beaucoup de travail et que, en 2000, l'usine a fait 33 millions de francs de bénéfices.

Depuis mardi 11 septembre à 13h, c'est le chômage partiel pour les salariés à la production car les fournisseurs ont cessé les approvisionnements. Les salariés sont invités à rester chez eux mais un certain nombre d'entre eux se retrouvent tous les jours à 13h devant l'entreprise pour faire le point et organiser des actions: distributions de tracts à la population, manifestation auprès du

nouveau maire PS du 7^e arrondissement (où se trouve l'usine), manifestation au Conseil municipal de Lyon...

Les syndicats (CGT et CFDT) demandent le maintien des activités à la CIAPEM comme ailleurs dans le groupe, le maintien des sites et aucun licenciement. Ils estiment que «le gouvernement peut maintenir les activités et l'emploi, surtout après les subventions qui ont été versées» et que «si les actionnaires et les banques refusent de prendre leurs responsabilités, c'est au gouvernement d'intervenir, en mettant l'électroménager sous contrôle public pour garantir l'emploi de tous».

Au départ, le chômage partiel ne devait être que de quelques jours, mais lundi 17 la direction annonçait qu'il durerait encore toute la semaine. Aussi l'inquiétude grandit car, outre la perte de salaire, c'est l'incertitude totale sur l'avenir de l'usine.

En euros ou en francs, cela reste une aumône

A la mi-décembre, des «sachets premiers euros» seront mis en vente. On pourra, pour 100 F, obtenir quinze jours à l'avance les nouvelles pièces qui seront ensuite mises en circulation à partir de janvier 2002.

Du coup, période pré-électorale oblige, ça discute ferme au sein du gouvernement pour savoir si on ne pourrait pas offrir gratuitement

ce «sachet» aux plus démunis. Mais même pour une mesure aussi dérisoire, ils ne sont pas tous d'accord, certains trouvant que c'est encore trop! Il va falloir se dépêcher pour l'effet d'annonce, car, au rythme où va la hausse des prix que le gouvernement laisse filer sans rien faire, son «sachet-cadeau» ne vaudra plus rien.

Le hold-up de la Caisse d'Épargne de Cergy

DES RESPONSABILITÉS PATRONALES ÉCRASANTES

Le 11 août dernier, un ancien employé licencié de la Caisse d'épargne de Cergy revenait faire un hold-up sur son ancien lieu de travail, à l'agence des Cerclades. Il faisait deux morts parmi ses ex-colègues, et tuait un passant dans sa fuite, négligeant au passage d'emporter les 800 000 F dont il avait obtenu la remise. Aujourd'hui, un rapport interne à la Caisse d'épargne vient d'être rendu public: il accable ses dirigeants.

Ainsi, neuf déclenchements d'alarme auraient eu lieu pendant la présence du malfaiteur sur les lieux, entre 9 heures et 9 h 46. Première anomalie: le télé-surveilleur (société privée de surveillance à distance, à laquelle les agences de la Caisse d'épargne sont reliées) aurait transmis son rapport au PC sécurité de la Caisse d'épargne accompagné d'un rasant «rien à signaler». Si cela

était exact, le télé-surveilleur serait gravement en cause.

Cependant, seconde anomalie: le PC sécurité de la Caisse d'épargne n'aurait pas plus réagi. Un test de mise en situation aurait pourtant dû démontrer la légèreté d'une procédure permettant au télé-surveilleur d'indiquer à son client, la Caisse d'épargne, qu'il n'y a «rien à signaler» face à une série d'alarmes en cascade (qui, au contraire, pouvaient révéler une situation grave).

De plus, l'agence des Cerclades à Cergy n'était pas munie de système de détection de masse métallique (pour les armes à feu) à l'entrée, car «c'est plus cher»!

Où que l'on se tourne, télé-surveilleur ou Caisse d'épargne, les deux rognant sur leurs effectifs et sur leurs coûts, les responsabilités des uns et des autres semblent d'ores et déjà écrasantes. Au détriment de la sécurité des employés.

Cars Citram Charente

LES CONDUCTEURS EN GRÈVE

Depuis lundi 10 septembre, les chauffeurs des cars qui assurent le trafic du département de la Charente, et en particulier le transport des élèves des collèges et lycées, sont en grève pour leurs salaires et leurs conditions de travail. Citram était une société régionale rachetée par une filiale de Paribas, qui a ensuite revendu le secteur de la Charente à une filiale de Vivendi, la CGEA, qui fait des bénéfices, pour ne rien dire de ceux de Vivendi.

Le donneur d'ordre de Citram est le Conseil général du département de la Charente. Celui-ci affiche une attitude hypocrite: c'est lui qui fait transporter les élèves par Citram, mais il feint aujourd'hui de ne pas vouloir s'immiscer dans un «conflit interne à une société privée» et ne manque pas de s'inquiéter de la gêne occasionnée aux parents d'élèves.

Les salaires sont bas: les titulaires sont payés juste au-dessus du SMIC – ils n'atteignent 7 300 francs qu'avec 25 ans d'ancienneté; bien d'autres ne travaillent qu'à temps partiel – 25 heures – pour un salaire avoisinant les

3 500 francs! Et tous insistent sur le fait que les responsabilités du transport d'enfants sont grandes.

La grève a démarré parce que la direction refuse d'augmenter les salaires de 4% comme le demandent les grévistes en revendiquant une revalorisation égale à celle du SMIC par le gouvernement. La direction refuse d'aller au-delà de ses dernières décisions: 1,5% en juillet et éventuellement 0,7% en octobre.

A la rapacité patronale s'ajoute l'arrogance du directeur: il refuse la revendication des 120 travailleurs en grève en affirmant «qu'il n'est pas responsable de cette hausse du SMIC à 4%, et qu'il n'a aucune obligation de suivre». Et après une semaine de grève, il proclame: «A Citram, on ne discute qu'avec des gens au travail».

Mais, après une semaine de grève et d'interventions avec des banderoles dont l'une proclamait: «Vivendi, tu nous pourris la vie», la combativité est intacte. Et il n'est pas dit que Citram et son directeur n'aient pas à en rabattre.

Réédition

Spartacus

La liberté ou la mort!

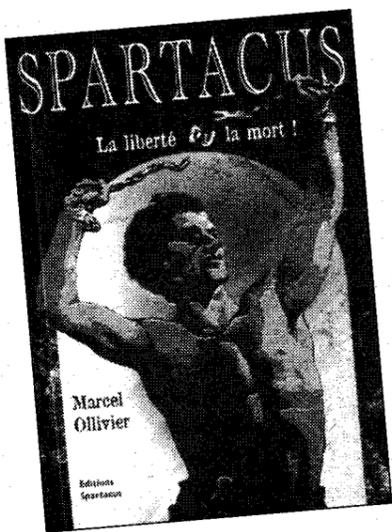
de Marcel Ollivier

Ce livre, publié en 1929 et réédité aujourd'hui, relate la révolte des esclaves de l'empire romain conduite par Spartacus de 73 à 71 avant l'ère chrétienne.

L'auteur, Marcel Ollivier, rejoignit le mouvement communiste à ses débuts mais s'en éloigna rapidement, par refus de l'évolution stalinienne et par affinité avec le courant anarchiste. Au moment où le fascisme sévissait depuis plusieurs années en Italie, il voulait faire de son récit de la révolte de Spartacus un hymne à la mémoire de tous ceux qui avaient lutté et étaient morts pour la libération de l'humanité. Après avoir déclaré « (...) nous poursuivons la lutte contre les forces d'oppression. Car nous aussi nous avons faim et soif de justice. L'esclavage, contre lequel ils (les esclaves) se sont dressés, n'a pas disparu de la surface de la terre. Il n'a fait que changer de nom et de forme. De lourdes chaînes, mille fois plus lourdes et plus solides que si elles étaient de fer, tiennent encore asservie la race des hommes », il concluait d'ailleurs son texte par un appel à la lutte pour « la

société fraternelle des hommes libres sur la terre libre ».

Après un rappel des précédentes révoltes d'esclaves et de la situation de l'empire romain au moment du soulèvement mené par le gladiateur



Spartacus, l'auteur raconte de façon vivante et simple cette grande révolte qui tint en échec pendant plus de deux ans les armées romaines. Loin d'idéaliser Spartacus et ses troupes, il relate les difficultés, les peurs, les

échecs ainsi que les pillages auxquels ils se livraient dans les villes conquises. On assiste à la marche forcée des troupes de Spartacus vers le nord, dans l'espoir de quitter définitivement la péninsule, espoir échoué devant l'immense étendue du Pô, infranchissable. Puis le retour, toujours à marche forcée, vers le sud jusqu'à la Calabre actuelle et les montagnes de l'Aspromonte où la survie fut difficile, l'isolement terrible, l'encerclement par les armées romaines. En tentant de briser celui-ci, la masse des esclaves, affaiblie par des dissensions internes et par la contestation de Spartacus, remonta de nouveau vers le nord où elle fut définitivement écrasée, dans une région proche de la Naples actuelle.

Marcel Ollivier rappelle que la révolte de Spartacus ne pouvait pas gagner sans briser le système économique et social bâti sur l'esclavage, tout en réaffirmant que ceux qui se dressent contre l'oppression ont toujours raison de le faire.

Un petit livre intéressant et une occasion de rappeler les romans, intitulés eux aussi « Spartacus », d'Arthur Koestler, d'une part, et d'Howard Fast, d'autre part, qui sont plus développés et éclairent bien d'autres aspects politiques de cette révolte qui ébranla l'empire romain plus que toutes celles qui l'avaient précédée.

L.P.

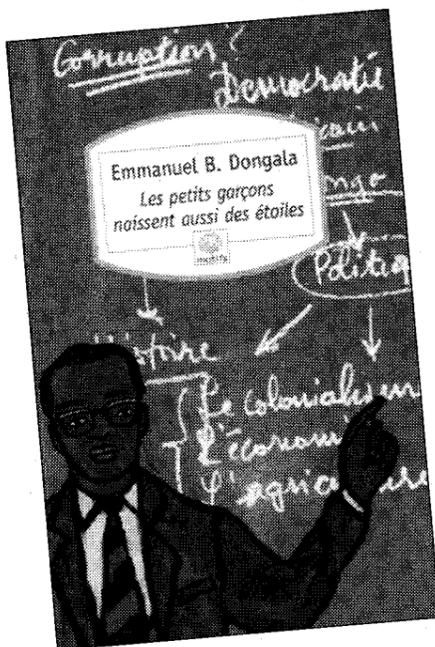
Spartacus, la liberté ou la mort! de Marcel Ollivier, Editions Spartacus, 105 pages, 65 francs.

Les petits garçons naissent aussi des étoiles

d'Emmanuel B. Dongala

Voici la réédition dans une collection de poche d'un roman qui ne manque pas d'humour et qui se déroule dans l'ancien Congo Brazzaville, colonie française devenue indépendante le 15 août 1960, vingt ans tout rond avant la naissance du gamin faussement naïf et vraiment impertinent, héros du livre.

« J'ai failli ne pas être né » explique-t-il en guise d'introduction, mais Matapari est là et bien là, attentif à suivre l'itinéraire de l'oncle débrouillard de la famille, voué à une réussite aussi éblouissante que fragile. A l'ombre de la dictature de Sassou-Nguesso, mêlant ce qu'il y a de pire de l'héritage de la colonisation, de jargon stalinien baptisé marxiste et de traditions ancestrales réactionnaires, le « tonton Boula Boula », corrompu jusqu'aux yeux, devient l'artisan d'une politique autoritaire, grotesque mais aussi dramatique pour la population des petites gens, pour les tribus des forêts, pour les quelques personnes qui manifestent leur opposition au régime. Le père de Matapari fait partie de ceux-là, ce qui lui vaut quelques ennus



sérieux avant de se retrouver en prison.

Le livre fustige tous les dictateurs africains, qui ont succédé aux puissances coloniales pour opprimer leurs peuples. Il se conclut sur l'éloge d'une démocra-

tie susceptible de faire cohabiter la science et la foi, la tradition et la modernité, la pluralité des idées et des opinions. L'auteur partage ainsi des idées qui sont celles de bien des intellectuels africains, qui voient dans l'introduction de la « démocratie » modèle occidental l'espoir pour leur continent. Il s'agit malheureusement d'une illusion : l'exploitation impérialiste (sous la houlette des « démocraties occidentales » justement) du continent africain ne laisse à ses populations – comme à celles du monde entier – d'autre issue que le renversement de ce système, à l'échelle mondiale, une perspective communiste, dont certains dirigeants africains, après bien d'autres, ne se sont servis que pour la dénaturer.

Reste que Matapari, le petit garçon « né aussi des étoiles » évoque la situation de son pays avec beaucoup de verve.

L.P.

Les petits garçons naissent aussi des étoiles, d'Emmanuel B. Dongala, Editions Le Serpent à plumes, 396 pages, 43 francs.

PLATFORM

film chinois de
Jia Zhang-Ke

Chine, 1979 : les réformes de Deng Xiao Ping ouvrent toute grandes les portes du pays au capital occidental. Mais à Fenyang, petite bourgade de la province du Shanxi, région située à plusieurs centaines de kilomètres à l'ouest de Pékin, on est très loin de tout cela.

La troupe de théâtre cantonale chante et mime l'arrivée en gare du train dans la ville natale de Mao, avec un rituel « réaliste socialiste » hilarant. Le jeune chargé du « bruitage » du train se fait réprimander pour la mauvaise qualité du son, mais à Fenyang, personne n'a jamais vu un train ! Et ce qui provoque le scandale parmi les jeunes membres de la troupe est à la mesure de cette petite ville tranquille de province : une permanente pour une jeune fille, des pantalons « à patte d'éléphant » qui les font montrer du doigt par les plus âgés car « comment un ouvrier travaillerait-il avec cette tenue ? »

Mais le « vent de la modernité », ou prétendue telle, arrive quand même à Fenyang, et la troupe est privatisée. Elle change de direction et elle change de répertoire. Désormais, pour attirer le public, il y a du sexe sur la scène et le présentateur annonce que la troupe vient de Shenzhen, une des premières « zones économiques spéciales », en fait une zone franche totalement ouverte aux capitaux de Hong Kong et de l'Occident. Les acteurs savent désormais ce qu'est un train. Des amours se défont, et des familles aussi, comme celle d'un jeune acteur dont le père part ouvrir un commerce privé minable au bord de la grande route, abandonnant sa femme. A Fenyang, la vie a changé, mais elle est aussi dure qu'avant.

Cette période de réformes sous la poigne de Deng Xiao Ping, l'auteur du film l'a vécue avec, dit-il, un sentiment d'angoisse. C'est sans doute pour cela qu'il n'a fait de son film ni une ode au capitalisme, ni un plaidoyer nostalgique pour le passé, mais seulement une chronique désenchantée et souvent prenante.

N.M.

Projet de budget

BUDGET DE CAMPAGNE

Le projet de budget, présenté le 18 septembre par Fabius au nom du gouvernement, s'inscrit dans la continuité du précédent. Il est marqué par le maintien des priorités gouvernementales en faveur des entreprises, disons plus justement, en faveur de leurs actionnaires, et de ceux que l'on classe dans la catégorie, mal définie mais significative, des « classes moyennes ».

Ce sont parfois les mêmes. Mais comme les élections approchent, et qu'il faut tenter de donner à ce projet un habillage social (pas trop cependant, car Fabius a fait sienne la formule selon laquelle les élections se gagnent au centre), le ministre des Finances fait un effort de présentation. Il soigne l'emballage. Il insiste donc sur le fait qu'une nouvelle baisse de l'impôt sur les revenus est programmée, qui atteindrait 12,5 milliards de francs. Il explique que les principaux bénéficiaires de cette baisse

seraient les bas et les moyens revenus. Sauf que, comme il y a beaucoup plus de bas salaires assujettis que de moyens et surtout que de bénéficiaires de gros revenus, la baisse ne jouera pas de la même façon sur les plus riches et ceux qui se situent au bas de l'échelle. C'est donc une manière de truquer la réalité, avec des chiffres vrais.

Même ficelle lorsque on explique que les particuliers (toutes catégories confondues) seront logés à la même enseigne que les « entreprises » (leurs actionnaires), puisque ces dernières bénéficieront d'une réduction du même ordre que celle s'appliquant aux impôts sur le revenu, soit 14 milliards en moins pour les entreprises et moins 5,3 milliards sur l'impôt sur les sociétés, auxquels s'ajouteront 8,8 milliards provenant de la réduction de la part salariale de la taxe professionnelle (cette réduction de la part salariale bénéficie, malgré son nom, aux patrons). En fait la part n'est pas égale. D'abord parce que les actionnaires

bénéficient à différents titres de ces réductions, au titre de leurs revenus (dont une partie peut par ailleurs échapper en toute légalité au fisc) ; au titre de l'impôt sur les sociétés. Et là encore, comme le nombre de bénéficiaires est bien moindre, chacun d'entre eux est bien mieux loti.

Par ailleurs Fabius se flatte des embauches prévues dans la fonction publique. Les chiffres qu'il avance sont dérisoires : 7 700 postes à l'Education nationale et 3 000 pour la justice auxquels s'ajoutent, en guise de fonction publique, 3 000 pour la police et 1 000 pour la gendarmerie. En supposant qu'il ne s'agisse pas tout simplement de la titularisation de gens déjà en place. Ces chiffres sont même dérisoires au regard des compressions de personnel dans la période antérieure : on est bien loin de rattraper les pertes. Mais ils sont dérisoires surtout au regard des besoins.

Voilà donc un budget à l'image de ce gouvernement : au service des nantis.

CHRU Lille

LES EMBAUCHES NE FONT PAS LE COMPTE

Lundi 17 septembre, nous étions autour de 200 à nous retrouver devant le Conseil d'administration de l'hôpital de Lille, dont Martine Aubry est présidente, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la CFTC. Accueillie par des huées, elle a pris le micro syndical pour dire qu'elle était « très déçue par cet accueil car les 35 heures sont une avancée sociale. » Elle a tenté d'amadouer les manifestants

en rappelant que la région Nord-Pas-de-Calais était sous-équipée médicalement, et qu'elle ferait tout pour que nous ayons proportionnellement plus que d'autres régions, et que « les syndicats feraient mieux de se mobiliser avec elle pour ça ».

Mais Martine Aubry a attendu d'être devant les caméras de la télévision et non devant le personnel pour annoncer qu'elle estimait à

450 les postes qui pourraient être alloués au CHRU de Lille. Or la CGT demande 800 à 900 postes rien que pour compenser la réduction du temps de travail. La direction dit elle-même qu'il faudrait au minimum 500 postes pour compenser le retard actuel. Alors ce ne sont pas 450 postes qui sont nécessaires, mais 1 400.

Correspondant LO

École Jean-Zay
Dreux (Eure-et-Loir)

CONTRE LA FERMETURE D'UNE CLASSE

Depuis mardi 11 septembre, un mouvement de protestation touche l'école Jean-Zay de Dreux. Les enseignants ont fait grève deux jours et demi, puis ont été relayés par les parents qui occupent l'école tous les matins. Ils s'installent dans le hall, où ont été apposées des affichettes en français, en turc et en arabe, pour que tout le monde comprenne bien, et ils filtrent les appels téléphoniques.

C'est l'annonce de la fermeture d'une classe dans cet établissement qui a fait exploser la colère. Car cette annonce a été faite... plusieurs jours après la rentrée, afin de transférer un poste à l'école voisine Saint-Exupéry où il manque un enseignant. Mais au lieu de créer un poste à Saint-Exupéry, l'inspection académique a décidé de le transférer de Jean-Zay.

La conséquence, c'est que les effectifs vont devoir être répartis dans d'autres classes, qui vont devoir être elles-mêmes réorganisées et devenir toutes à double niveau (CP/CE 1 par exemple) ; bref il faudrait effectuer une deuxième rentrée pour des enfants qui ont des difficultés et ont besoin de repères. Dans cette école une classe a déjà été supprimée par rapport à l'an dernier. En outre le directeur n'est plus déchargé qu'à mi-temps alors qu'il bénéficiait d'une décharge complète l'an dernier. Si le mauvais coup de l'académie aboutissait, on se retrouverait donc avec deux postes et

demi en moins, alors que nous sommes passés de 145 à 140 élèves. A cela il faut ajouter que l'école dispose d'un poste "E", un enseignant spécialisé pour les élèves en difficulté... qui n'est à ce jour pas pourvu.

Et puis il faut dire aussi que l'école Jean Zay est classée en zone d'éducation prioritaire (ZEP). Elle est située dans un des quartiers les plus dégradés de Dreux, le Lièvre-d'Or. Plusieurs immeuble y sont à l'abandon, en attente de démolition. Dans les autres, les conditions d'habitation sont très dégradées, faute d'entretien. Plutôt que de supprimer des postes, on devrait donc y faire un effort supplémentaire. Lundi 17 septembre au matin nous sommes allés, à une soixantaine de parents, à Saint-Exupéry où l'instituteur muté devait prendre son service, dénoncer le fait qu'on voulait « déshabiller Pierre pour habiller Paul ». Une pétition de soutien a recueilli de nombreuses signatures dans les écoles de Dreux et parmi les familles du quartier. De nombreux articles de presse ont rendu compte de notre mouvement. Jeudi 20, l'inspection académique de Dreux doit recevoir deux délégations, des enseignants et des parents, accompagnées de délégués syndicaux. Il faudra bien que l'inspecteur remballe le mépris qu'il affiche depuis le début car nous ne sommes pas prêts à laisser passer son mauvais coup.

Il faut embaucher dans les services publics !

La Caisse nationale d'assurance maladie se félicite d'avoir réduit le nombre de dossiers en souffrance. Il n'en reste « que » 8,2 millions. Et autant d'assurés en attente d'être remboursés.

Au lieu d'employer des CDD, d'ailleurs au compte-gouttes, à la Sécurité sociale comme dans tous les services publics, il faut embaucher. En fixe et en nombre.